

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	1/54

Pouvoir adjudicateur
IFP Energies Nouvelles
1 et 4, Avenue de Bois-Préau
92852 Rueil-Malmaison Cedex

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES (CCP)

Affaire n°458666-26-SGX-RUE **Voyages et Sorties scolaires à IFP School** **Lot 1 - Organisation des voyages scolaires en France et à** **l'étranger à IFP School**



Le Cahier des Clauses Particulières du présent Accord-cadre à bons de commande de Service est élaboré en application du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du 29 décembre 2022 et par Décret n°2024-606 du 26 juin 2024.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	2/54

Table des matières

DEFINITIONS	5
PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	7
1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE	9
1.1. Objet de l'accord-cadre.....	9
1.2. Forme du contrat	9
1.3. Prestations similaires	9
2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE	9
3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE	10
3.1. Les pièces contractuelles.....	10
3.2. Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre.....	11
4. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION	11
4.1. Modalités de computation des délais.....	11
4.2. Forme des notifications et informations	12
4.3. Prolongation des délais d'exécution	12
5. BONS DE COMMANDE.....	12
5.1. Préambule : La remise du Devis voyage.....	13
5.2. Formalisation du bon de commande.....	15
5.3. Validité du bon de commande.....	15
5.3. Suspension, annulation d'un bon de commande	15
5.4. Modification d'un bon de commande	15
6. CONTEXTE DES PRESTATIONS	15
6.1. Présentation générale des besoins	15
6.2. Interlocuteurs.....	16
7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS.....	17
7.1. Contenu et organisation des prestations	17
7.2. Autres dispositions particulières.....	22
7.3. Caractère continu des prestations	23
8. SUIVI DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE	23
8.1. Réunion de lancement	23
8.2. Bilan annuel d'activité.....	24
8.3. Suivi opérationnel des prestations.....	24
9. ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS DU TITULAIRE	24
9.1. Représentation des parties	24
9.2. Obligations légales de l'entreprise quant au personnel.....	25

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	3/54

9.3.	Protection de la main-d'œuvre	26
9.4.	Gestion des personnels du Titulaire	27
9.5.	Discipline et respect des règles sur site	27
9.6.	Gestion des absences ou des départs	28
9.7.	Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé	29
9.8.	Obligation en matière de travailleurs détachés	29
9.9.	Grève	30
9.10.	Clause de non-sollicitation de salariés	30
10.	OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN	30
10.1.	Obligations générales du Titulaire	30
10.2.	Obligations générales de l'Acheteur	32
10.3.	Responsabilité du titulaire	33
10.4.	Assurance	33
10.5.	Certificats	34
10.6.	Protection de l'environnement	34
10.7.	Transfert d'activité	34
10.8.	Demande d'informations de suivi	35
11.	PRIX	35
11.1.	Contenu des prix	35
11.2.	Variation des Taux de marge	37
12.	CLAUDE DE REEXAMEN	38
13.	MODALITES DE REGLEMENT	41
13.1.	Modalités de facturation	41
13.2.	Avances et acomptes	43
14.	FORCE MAJEURE	43
15.	PENALITES	44
15.1.	Principes généraux	44
15.2.	Tableau des Pénalités de l'accord-cadre	44
16.	SOUS-TRAITANCE	45
17.	PROPRIETE INTELLECTUELLE	46
18.	PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES	46
19.	CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE	48
19.1.	Confidentialité	48
19.2.	Déontologie	50
20.	RESILIATION	50

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	4/54

20.1.	Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre	50
20.2.	Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre.....	50
20.3.	Résiliation pour faute du titulaire	50
20.4.	Résiliation pour motif d'intérêt général	51
20.5.	Résiliation pour manquement	51
21.	EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE	52
22.	REVERSIBILITE.....	52
23.	PUBLICITE ET REFERENCES	52
24.	POUVOIR DE SIGNATURE.....	53
25.	LANGUES	53
26.	NON VALIDITE PARTIELLE	53
27.	TITRES	53
28.	LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE	53
29.	LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS	54

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	5/54

DEFINITIONS

Définitions générales

Les définitions ci-après ne dérogent pas au CCAG FCS et sont rappelées à titre informatif pour faciliter la lecture du présent cahier des clauses particulières (CCP).

Acheteur : désigne le pouvoir adjudicateur qui conclut l'accord-cadre avec le titulaire tel qu'indiqué dans l'Acte d'Engagement.

Admission : désigne la décision, prise après vérifications, par laquelle l'acheteur reconnaît la conformité, sans réserve, des prestations aux stipulations de l'accord-cadre. La décision d'admission vaut constatation de service fait et constitue le point de départ des délais de garantie.

Ajournement : désigne la décision prise par l'Acheteur qui estime que les prestations pourraient être admises moyennant des corrections opérées par le titulaire (réserves).

CCAG-FCS : désigne les Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés de fournitures courantes et services approuvé par Arrêté du 30 mars 2021 portant approbation du cahier des clauses administratives générales des marchés publics de fournitures courantes et de services.

CCP : désigne le présent cahier des clauses particulières (administratives et techniques).

Chargé de Réservation : désigne les interlocuteurs d'IFP School autorisés à demander puis valider un devis auprès du Représentant du Titulaire.

Demande : désigne la démarche par laquelle IFPEN, lorsqu'il a un besoin de Prestations rentrant dans le champ de l'Accord Cadre, le transmet au Titulaire afin que ce dernier transmette un Devis spécifique. Les Demandes sont transmises par Ecrit.

Devis : désigne un Ecrit émanant du Titulaire et répondant à une Demande IFPEN au besoin exprimé. Son acceptation formelle par IFPEN est matérialisée par un Ecrit émis par toute personne habilitée au sein d'IFP School et la passation d'une Commande.

Ecrit : désigne toute forme de communication par écrit, y compris par messagerie électronique.

Jour ouvré : désigne les jours du lundi au vendredi, hors jours fériés visés à l'article L 3133-1 du code du travail et hors périodes de fermeture IFPEN.

Notification : désigne l'action consistant à porter une information ou une décision à la connaissance de la ou des parties contractantes par tout moyen matériel ou dématérialisé, par le biais d'un profil d'acheteur ou par tout autre moyen de communication électronique permettant de déterminer de façon certaine la date et, le cas échéant, l'heure de sa réception.

Partie(s) : l'Acheteur et le Titulaire sont désignées ci-après individuellement par « Partie » et collectivement « Parties ».

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	6/54

Prestation(s) : désigne les prestations d'organisation de voyages scolaires de groupes comprenant la réservation des moyens de transport (train, avion, bus, ferry ou autres), la gestion des transferts, l'hébergement, la restauration, l'organisation d'événements annexes au séjour (animations, conférences, visites de musées ...) qui sont confiées au Titulaire sur le fondement de l'Accord-Cadre par IFPEN.

Réfaction : désigne la décision prise par l'Acheteur de réduire le montant des prestations à verser au Titulaire, lorsque les prestations ne satisfont pas entièrement aux prescriptions de l'accord-cadre, mais qu'elles peuvent être admises en l'état.

Rejet : désigne la décision prise par l'Acheteur qui estime que les prestations ne peuvent être admises, même après ajournement ou avec réfaction.

Représentant IFPEN : personne désignée par IFPEN visée à l'article 9.1. du présent CCP.

Réserves : désignent l'ensemble des constatations de non-conformité aux stipulations de l'accord-cadre, faites lors des vérifications préalables à l'admission, qui sont portées à la connaissance du Titulaire et qui font obstacle au prononcé de la décision d'admission par le pouvoir adjudicateur. En cas de réserves, la décision d'admission est ajournée ou prononcée avec une réfaction du prix.

Titulaire : désigne l'opérateur économique qui conclut l'accord-cadre avec l'acheteur.

Voyageur : désigne la personne utilisateur et bénéficiaire des Prestations.

Définitions complémentaires

Les définitions suivantes sont également précisées :

Partie Divulgateur : désigne la Partie qui divulgue ses Informations Confidentielles.

Partie Récipiendaire : désigne la Partie qui reçoit des Informations Confidentielles.

Information(s) Confidentielle(s) : signifie tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques, ou contenues dans quelque support que ce soit, ayant un rapport direct avec le présent accord-cadre, communiquées par une Partie à l'autre Partie, ou auxquelles l'autre Partie a autrement eu accès dans le cadre de ce dernier que le caractère confidentiel de l'information soit ou non explicitement indiqué. Sont également considérées comme « Informations Confidentielles », toutes informations ayant un rapport direct avec la Prestation et divulguées au cours des discussions orales entre les Parties.

Site : désigne l'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs appelé aussi IFP School, située au 228-232 Av. Napoléon Bonaparte - 92500 Rueil-Malmaison, et qui est un établissement secondaire de IFP Energies Nouvelles.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	7/54

PREAMBULE – CONTEXTE ET DISPOSITIONS GÉNÉRALES

Dispositions générales

Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) est établi par référence au Cahier des Clauses Administratives Générales des marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du 29 décembre 2022 et par Décret n°2024-606 du 26 juin 2024 (**CCAG-FCS**). Le dernier article du présent document indique la liste récapitulative des articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé.

Présentation de l'Acheteur

IFP Énergies nouvelles (ci-après « IFPEN »), Établissement Public à caractère Industriel et Commercial Immatriculé au Registre du Commerce et des Sociétés de Nanterre sous le numéro B 775 729 155 et dont le siège social est sis 1 et 4, avenue de Bois-Préau 92500 Rueil-Malmaison, est un acteur majeur de la recherche et de la formation dans les domaines de l'énergie, du transport et de l'environnement. Depuis les concepts scientifiques en recherche fondamentale jusqu'aux solutions technologiques en recherche appliquée, l'innovation est au cœur de son action, articulée autour de quatre orientations stratégiques : climat ; environnement et économie circulaire ; énergies renouvelables ; mobilité durable ; hydrocarbures responsables. IFPEN est présent sur 2 sites en France : Rueil-Malmaison et Solaize (Lyon).

Présentation IFP School

L'École nationale supérieure du pétrole et des moteurs (ENSPM) est une école d'application française accréditée à délivrer un diplôme d'ingénieur. Le nom de marque de l'école est IFP School.

IFP School apporte à des étudiants et jeunes professionnels du monde entier une formation dans les domaines de l'énergie et des transports répondant aux besoins de l'industrie et aux demandes de la société en particulier en matière de développement durable et d'innovation.

Basée à Rueil-Malmaison (92), elle accueille des étudiants déjà diplômés, en majorité d'une école d'ingénieurs.

L'Ecole en quelques chiffres :

- 250 à 300 élèves sur le Campus
- Age moyen 25 ans
- 50 % d'étudiants internationaux originaires de plus de 50 pays
- 16 programmes dispensés sur le Campus
- Cursus de 16 à 22 mois
- Alternance de périodes école et périodes en entreprise pour 90% des élèves
- 70 employés dont 40 professeurs permanents

L'école se compose de 4 Centres Pédagogiques spécialisés chacun dans un secteur industriel différent :

- Centre Motorisations et mobilité durable ;
- Centre Géoressources et énergie ;
- Centre Economie et management de l'énergie ;
- Centre Procédés pour l'énergie et la chimie.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	8/54

Chaque centre assure des programmes d'enseignement diplômants, dont 11 programmes ingénieur (247 élèves promotion 2023) et, en partenariat avec d'autres acteurs universitaires, 3 Masters orientés recherche (~90 élèves promotion 2023), 2 Mastères spécialisés (~41 élèves promotion 2023) et 1 exécutive Master (~40 élèves promotion 2023).

IFP School fait partie intégrante d'IFP Energies nouvelles (pouvoir adjudicateur du présent accord-cadre).

Contexte législatif et réglementaire

Le présent accord-cadre est soumis aux dispositions de Code de la Commande Publique en vigueur au moment de sa conclusion.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	9/54

1. OBJET ET CARACTERISTIQUES GENERALES DE L'ACCORD-CADRE

1.1. Objet de l'accord-cadre

Objet de l'accord-cadre : Organisation des voyages scolaires en France et à l'étranger à IFP School.

Lieu d'exécution des prestations de l'accord-cadre :

- Territoire France métropolitaine.
- Europe.

1.2. Forme du contrat

Le contrat passé prend la forme d'un accord-cadre à bons de commande monoattributaire, pluriannuel, rémunéré dans les conditions de l'accord-cadre indiqué à l'article 11 du CCP et des taux de marge figurants au Bordereau des Taux de marge maximum applicables (BTM) de l'accord-cadre, sans minimum et avec un maximum fixé en montant financier pour la durée totale de l'accord-cadre de la façon suivante :

Montant minimum en € HT	Montant maximum en € HT
sans minimum	1 200 000

Le montant maximum tient compte des prestations à réalisées sur la durée totale de l'accord-cadre période de reconduction incluse, de l'éventuelle application en cours d'exécution de l'accord-cadre de l'article 1.3 « Prestations similaires » du CCP et de l'article 12 « Clause de réexamen » du CCP.

L'accord-cadre à bons de commande est passé en application des articles L.2125-1 1°, R.2162-1 à R.2162-6, R.2162-13 et R.2162-14 du code de la commande publique.

1.3. Prestations similaires

L'Acheteur se réserve la possibilité de recours ultérieur au marché public (marché ou accord-cadre) sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la réalisation de prestations similaires au sens de l'article R.2122-7 du code de la commande publique au cas où ces prestations seraient nécessaires au bon fonctionnement de l'accord-cadre compte tenu des évolutions du périmètre et de la nature des activités. Dans ces conditions, il est possible de négocier les conditions techniques et tarifaires des nouvelles prestations qu'il s'agit de confier au Titulaire.

2. DUREE DE L'ACCORD-CADRE

L'accord-cadre est conclu pour une durée ferme d'un (1) an, à compter du 01/04/2026 (quand bien même la date de notification serait antérieure) ou à la date de notification si celle-ci est postérieure.

L'accord-cadre est reconductible : ☒ Oui ☐ Non

- Nombre de reconductions possibles : trois (3) reconductions possibles.
- Durée des reconductions possibles : un (1) an.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	10/ 54

La durée maximum de l'accord-cadre, toutes reconductions incluses, est de 4 ans.

- Mécanisme de reconduction de l'accord-cadre : Tacite.

La décision de non-reconduction de l'accord-cadre est à la discrétion exclusive d'IFPEN, le cas échéant elle est notifiée au titulaire trois (3) mois avant l'échéance de la période ferme de l'accord-cadre.

3. PIECES CONSTITUTIVES DE L'ACCORD-CADRE

3.1. Les pièces contractuelles

Cet article déroge à l'article 4.1 du CCAG-FCS.

Le présent accord-cadre est constitué par les documents suivants, lesquels s'entendent par ordre de priorité décroissante :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe financière (BTM : Bordereau des Taux de marge maximum applicables) et éventuellement son annexe de Mise au point,
- Le présent Cahier des Clauses Particulières (CCP) et son annexe 1,
- Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par arrêté du 30 mars 2021, modifié par arrêté du 21 avril 2021, par arrêté du 30 septembre 2021, par arrêté du 29 décembre 2022 et par Décret n°2024-606 du 26 juin 2024 (CCAG-FCS). Ce dernier document, d'ordre général, n'est pas joint au présent accord-cadre, mais les parties contractantes déclarent expressément les connaître, s'y référer et les accepter,
- L'offre technique du Titulaire et tous documents associés valant engagements contractuels (un mémoire technique associé éventuellement au cadre de réponse Technique et RSE),
- Les bons de commande achat IFPEN (éventuels – voir article 5 – changement d'ERP),
- Les ordres de service (éventuels),
- Les devis du Titulaire émis en cours d'exécution de l'accord-cadre,
- Le Règlement intérieur d'IFP Energies nouvelles et de COFIP – version du 1^{er} décembre 2022,
- Le code de conduite anti-corruption d'IFPEN,
- La charte des systèmes d'information d'IFPEN et de COFIP – version du 3 mai 2021,
- La charte des achats IFP Energies Nouvelles – version du 31 mars 2011,
- La ou les demandes d'acceptation d'un sous-traitant et d'agrément de ses conditions de paiement.

Les avenants et les éventuels actes spéciaux de sous-traitance, le cas échéant, conclus et notifiés en cours d'exécution de l'accord-cadre désignent également des pièces constitutives.

Le présent accord-cadre, constitué des documents contractuels énumérés ci-dessus, exprime l'intégralité des obligations des parties.

Seuls les exemplaires de ces documents conservés auprès de la personne publique font foi.

Les conditions générales du Titulaire, hormis celles issues de dispositions légales impératives, sont inopposables quelle qu'en soit la forme. En cas de contradiction ou de différence entre les documents régissant l'accord-cadre, les documents placés le plus haut dans la liste ci-dessus prévaudront.

Sauf à avoir signalé les erreurs éventuelles du Dossier de Consultation des Entreprises (DCE) en cours de consultation, le Titulaire exécute les prestations comme étant prévues dans ses prix, sans exception ni

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	11/ 54

réserve conformément aux règles de l'art, des normes, règlements et textes en vigueur. Le Titulaire doit l'intégralité des prestations, en conformité avec les enjeux et les objectifs définis dans les documents définis. Le Titulaire est contractuellement réputé avoir une parfaite connaissance des documents constituant le présent accord-cadre.

NB : la signature par le Titulaire de l'Acte d'Engagement le lie à l'ensemble des documents constituant l'accord-cadre et cités au présent article, quand bien même ces derniers ne seraient pas signés et paraphés.

L'ensemble des réglementations et des documents généraux mentionnés dans les documents contractuels, en vigueur dans leur dernière version et non joints au dossier de consultation, sont réputés connus du Titulaire.

Les prestations faisant l'objet de l'accord-cadre sont conformes à la réglementation et aux normes françaises homologuées.

3.2. Modification des pièces constitutives de l'accord-cadre

Sauf dans les hypothèses limitativement énumérées à l'article 12 du présent document (clause de réexamen), les documents et leurs annexes, constitutifs de l'accord-cadre, ne peuvent être modifiés sans la signature d'un avenant par des représentants habilités des parties dans les conditions fixées par le code de la commande publique.

La modification ne peut bouleverser l'économie ou changer substantiellement la nature globale de l'accord-cadre.

Tout avenant ou modification de l'un des documents contractuels, une fois approuvé par les parties, a le rang du document qu'il complète ou amende.

4. DELAIS D'EXECUTION : COMPUTATION – PROLONGATION

Compte tenu des spécificités tenant à son ERP, IFPEN adressera au titulaire des bons de commande dans les conditions de l'article 5 du CCP.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP (nouvel outil : CEGID XRP Ultimate). Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.04.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

4.1. Modalités de computation des délais

- Tout délai mentionné par les documents du présent accord-cadre commence à courir à 0 heure, le lendemain du jour où s'est produit le fait servant de point de départ ;
- Lorsque le délai est fixé en jours calendaires, il inclut les samedis, dimanches et jours fériés. Il expire à minuit le dernier jour du délai ;
- Lorsque le délai est fixé en jours ouvrés, il s'entend hors samedis, dimanches et jours fériés et hors périodes de fermeture du Site communiquées préalablement au Titulaire ;

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	12/ 54

- Lorsque le délai est fixé en mois, il est fixé de quantième à quantième. S'il n'existe pas de quantième dans le mois où se termine le délai, celui-ci expire le dernier jour du mois à minuit.

Le délai d'exécution d'un bon de commande est déterminé dans chaque bon de commande.

La date d'expiration du délai est la date de livraison ou de l'achèvement des prestations.

4.2. Forme des notifications et informations

La notification au Titulaire des décisions, informations et/ou tout document faisant courir un délai est faite auprès de son représentant dûment habilité :

- soit contre récépissé,
- soit par échanges dématérialisés avec accusé de réception,
- soit par LRAR,
- ou par tout moyen permettant d'attester la date et heure de réception.

4.3. Prolongation des délais d'exécution

En cours d'exécution de l'accord-cadre, une prolongation des délais d'exécution peut être accordée par l'Acheteur au Titulaire lorsqu'une cause n'engageant pas la responsabilité du Titulaire fait obstacle à l'exécution de la prestation dans le délai contractuel.

Le Titulaire doit signaler les causes faisant obstacle à l'exécution, par LRAR et/ou par courriel électronique avec accusé de réception.

Le Titulaire dispose d'un délai de cinq jours calendaires pour formuler sa demande à compter de la date à laquelle ces causes sont apparues. Il formule en même temps la proposition d'une nouvelle date de réalisation de la prestation et/ou de remise du livrable concerné.

L'Acheteur notifie par écrit au Titulaire sa décision d'acceptation ou de refus. Le délai prolongé a les mêmes effets que le délai contractuel.

5. BONS DE COMMANDE

Compte tenu des spécificités tenant à son ERP, IFPEN adressera au titulaire des bons de commande dans les conditions de l'article 5 du CCP.

Nota : il est porté à la connaissance du titulaire qu'IFPEN a d'ores et déjà entrepris de procéder au changement de son ERP (nouvel outil : CEGID XRP Ultimate). Le nouvel outil devrait être opérationnel à compter du 01.04.2026. Une information spécifique sera portée à la connaissance du Titulaire dès la mise en œuvre effective de celui-ci et des impacts sur les conditions définies au présent CCP (modalités de commande...). Les modifications seront actées par ordre de service.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	13/ 54

5.1. Préambule : La remise du Devis voyage

Chaque fois que IFP School souhaite faire appel au Titulaire pour la réalisation d'un voyage scolaire, il lui adresse par le biais de ses Chargés de Réservation, une Demande à cet effet par Ecrit.

La Demande de voyage scolaire transmise comporte à minima les informations suivantes :

- Les caractéristiques du voyage, avec les contraintes impératives éventuelles à respecter (régime alimentaire particulier, transport de bagages et matériels particuliers...);
- Les dates (départ/retour), la durée et les lieux de voyages, en précisant les différentes étapes, le cas échéant ;
- La liste des voyageurs (élèves et accompagnants) précisant le nom, prénom, date de naissance, nationalité et mail de contact de chaque voyageur ;
- Les types de services voyages demandés ou envisagés ;
- Le numéro et libellé de l'accord-cadre ;
- Le nom et les coordonnées du chargé de Réservation en charge du voyage.

Le Titulaire s'engage à confirmer la parfaite réception de la Demande dans les vingt-quatre (24) heures ouvrées maximum et à vérifier que la Demande est complète et qu'elle peut être traitée. A défaut, il se rapproche du Chargé de Réservation en charge de la Demande pour toute information complémentaire et/ou manquante.

Toute Demande adressée par IFPEN doit faire l'objet d'une réponse sous la forme d'un Devis dématérialisé qui est adressé par le Titulaire au chargé de réservation au plus tard dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après réception de la Demande de IFPEN.

Chaque demande doit être traitée dans sa globalité, du transport à la restauration en passant par l'hébergement, les transferts et les activités annexes. Le Titulaire prend en compte les exigences suivantes :

- Lorsqu'un voyage scolaire présente un transport par voie aérienne, le titulaire réalise systématiquement 2 devis à minima dont un réalisé à partir d'un billet LOW COST si la destination le permet.
- Chaque Devis remis par le Titulaire présente la solution voyage envisageable la plus avantageuse (en précisant toutes les contraintes qui y sont attachées) pour répondre au mieux à la Demande adressée par IFPEN, c'est-à-dire la plus adaptée à la demande et la plus économique dans le respect des meilleures conditions de sécurité et de sûreté. En outre les Devis remis doivent permettre d'optimiser le rapport coût/flexibilité (modifications, échanges, annulation). Il est attendu du Titulaire une prestation de conseil systématique lors de l'établissement des Devis pour optimiser les coûts sur les voyages de l'école (Ex : solution de paniers repas au lieu de restaurant pour les repas, solution d'hébergement en auberge au lieu d'hôtel...).

IFPEN s'engage à fournir dans les meilleurs délais au Titulaire et au plus tard un (1) mois à l'avance avant la date effective de début du voyage, toute information nécessaire pour l'établissement du Devis.

Le Devis doit être rédigé en français et comporter au minimum les éléments suivants :

- la référence de l'Accord-Cadre,
- la référence à la Demande auquel il répond,
- le nom et les coordonnées de contact du chargé(e)s d'affaires du Titulaire en charge du voyage,
- les caractéristiques (techniques et commerciales) de la solution voyage proposée,
- le Montant total en euro (€) TTC de la solution voyage proposée,
- la décomposition du Montant total en euro (€) TTC pour chaque solution voyage proposée permettant notamment de faire apparaître le prix effectif facturé par chaque prestataire de service voyage (dont

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	14/ 54

l'éventuelle taxe de séjour pour le prix effectif facturé par le prestataire de service hébergement), le prix global en euro (€) TTC pour l'ensemble des services de voyage et la bonne application du taux de marge commercial contractuel.

- la durée de validité du Devis remis.

Dans le cadre de l'analyse du Devis remis par le Titulaire, le Chargé de réservation peut exiger la communication d'information complémentaire relatif à l'élaboration du Montant total en euro (€) TTC. Exemple : détail du prix des chambres à l'unité pour le service hébergement du voyage ou devis/facture d'un prestataire de service voyage. Le Titulaire retourne ses informations par écrit sous 3 jours ouvrés maximum.

Après analyse du Devis remis par le Titulaire, IFPEN peut accepter sans réserve le Devis ou demander des ajustements. Le titulaire remet un devis modifié dans un délai de 48H ouvrées à compter de la réception de la demande d'ajustement formalisé par écrit par les chargés de réservation.

L'acceptation sans réserve du Devis par IFPEN se formalise par un mail de confirmation du chargé de réservation IFP School et la passation d'un bon de commande achat par IFPEN.

5.2. Formalisation du bon de commande

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, des bons de commande achat sont édités par IFPEN puis notifiés au Titulaire. L'émission des bons de commande s'effectue sans négociation ni remise en concurrence préalable du titulaire principalement sur la base du Devis voyage du Titulaire accepté sans réserve par IFPEN.

Chaque bon de commande indique :

- La référence du contrat (N° de contrat IFPEN indiqué à l'acte d'engagement),
- La date et le numéro du bon de commande,
- La raison sociale et l'adresse du Titulaire,
- Les quantités, références, désignations et prix des prestations,
- Le montant de la commande HT et TTC,
- La durée et/ou les dates d'exécution, dans le respect des délais définis par les documents contractuels.

Le Titulaire fournit, au plus tard à la notification de l'accord-cadre, une adresse de courriel électronique unique à IFPEN pour la réception des bons de commande achat.

Les bons de commande peuvent être émis à tout moment pendant la durée de l'accord-cadre et **jusqu'au dernier jour de sa validité**.

Le bon de commande achat passé doit faire l'objet d'un accusé de réception par le Titulaire dans un délai de vingt-quatre (24) heures ouvrées maximum.

Le Titulaire dispose d'un délai de **5 jours ouvrés** à compter de la réception du bon de commande pour signaler à IFPEN toute anomalie (erreur matérielle) dans la commande qui serait préjudiciable à la bonne exécution des prestations.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	15/ 54

En l'absence de réserves exprimées par le Titulaire dans les délais indiqués, ce dernier ne peut dégager sa responsabilité en arguant d'une erreur dans la commande.

5.3. Validité du bon de commande

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre.

Le délai d'exécution des bons de commande est déterminé dans chaque bon de commande.

Le titulaire est tenu d'exécuter les bons de commande dont les délais d'exécution vont au-delà de la date d'échéance de l'accord-cadre dès lors que ceux-ci lui ont été notifiés avant l'expiration de cette dernière, et ce, dans la limite de trois mois à compter de la date d'échéance de l'accord-cadre.

Nonobstant le terme ou la résiliation du présent accord-cadre, les bons de commande qui sont notifiés avant son échéance ou sa résiliation restent en vigueur pour leur durée propre et les dispositions du présent accord-cadre continuent à leur être applicables, sauf si ces dits bons de commande sont eux-mêmes résiliés conformément aux dispositions du présent accord-cadre.

5.4. Suspension, annulation d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, IFPEN dispose de la faculté de suspendre ou d'annuler l'exécution du bon de commande émis.

IFPEN adresse cette décision au titulaire par tout moyen prouvant la date certaine de l'envoi et de la réception (par voie électronique) dans les délais les meilleurs. Cette décision peut entraîner le versement d'une indemnité au profit du titulaire dans les conditions prévues dans l'offre contractualisée valant engagement contractuel.

5.5. Modification d'un bon de commande

Après émission d'un bon de commande, IFPEN dispose de la faculté de modifier les références, les quantités ou l'objet du bon de commande émis.

IFPEN adresse un bon de commande rectificatif au titulaire par tout moyen prouvant la date certaine de l'envoi et de la réception (par voie électronique) dans les délais les meilleurs.

Cette décision peut entraîner le versement d'une indemnité au profit du titulaire dans les conditions prévues dans l'offre contractualisée valant engagement contractuel.

6. CONTEXTE DES PRESTATIONS

6.1. Présentation générale des besoins

Dans le cadre des programmes de formation spécialisées pour ingénieurs, des voyages scolaires à caractère pédagogique en grande partie sont organisés et réalisés à IFP School.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	16/ 54

IFP Energies nouvelles (IFPEN), pour le compte de son établissement IFP School, confie à un même opérateur spécialisé les prestations d'organisation de voyages scolaires en France et à l'étranger.

Le Titulaire est en mesure de répondre aux demandes d'organisation de voyages scolaires émanant des différents programmes de formation de IFP School en fournissant les services suivants :

- La réservation des moyens de transport (train, avion, bus, ferry...),
- La gestion des transferts,
- L'hébergement,
- La restauration,
- L'organisation d'événements annexes au séjour (animations, conférences, visites de musées, etc.).

Le Titulaire veille au bon traitement des Demandes de voyages scolaires émises par IFP School, en mettant pleinement à disposition son expertise afin de :

- Garantir un haut niveau de qualité et de fiabilité dans l'exécution des prestations,
- Optimiser les coûts des voyages (billetterie, hébergement, etc.),
- Maîtriser les obligations administratives des pays de destinations (visas, interdictions diverses, etc.),
- Faire preuve d'une forte réactivité dans la prise en charge des demandes,
- Être réactif en cas de modifications, d'annulations ou de situations urgentes,
- Contribuer à l'amélioration continue de la qualité de service,
- Garantir une transparence des coûts liés à la prestation,
- Accompagner les chargés de réservation IFP School dans l'utilisation des outils d'organisation des voyages déployés par le Titulaire.

Le Titulaire assure la gestion, le suivi des réservations ainsi que le règlement direct auprès des fournisseurs et/ou prestataires par qui ces services sont rendus (transporteur, hôtelier, restaurateur...). Il assure également une prestation d'assistance voyageur en cours de réalisation des voyages.

6.2. Interlocuteurs

Directeurs de Centre IFP School et Responsables de programmes IFP School

L'école se compose de 4 Centres Pédagogiques spécialisés chacun dans un secteur industriel différent :

- Centre Motorisations et mobilité durable ;
- Centre Géoressources et énergie ;
- Centre Economie et management de l'énergie ;
- Centre Procédés pour l'énergie et la chimie.

Chaque centre assure des programmes d'enseignement diplômants, dont 11 programmes ingénieur et, en partenariat avec d'autres acteurs universitaires, 3 Masters orientés recherche, 2 Mastères spécialisés et 1 exécutive Master.

Au sein de chacun des 4 centres pédagogiques de IFP School, les Directeurs de Centre Pédagogique et les Responsables de programme d'enseignement décident chaque année des contenus des programmes diplômants, de la pédagogie à mettre en œuvre et des voyages scolaires à réaliser.

Le contenu et le planning de chaque voyage scolaire sont élaborés par les Directeurs de Centre Pédagogique et les Responsables de programme d'enseignement de IFP School avec les entreprises et organismes qui acceptent d'accueillir les élèves de IFP School sur leurs sites.

Gestionnaires pédagogiques IFP School

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	17/ 54

Au sein de chacun des 4 centres pédagogiques, des gestionnaires pédagogiques assurent la gestion des scolarités et la gestion administrative des programmes d'enseignement diplômants. Les gestionnaires pédagogiques jouent un rôle clé dans le bon fonctionnement des programmes, et sont notamment en charge d'organiser les voyages scolaires avec le titulaire du présent accord-cadre une fois qu'ils ont été arrêtés en termes de contenu et planning.

Dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre, les gestionnaires pédagogiques ont le rôle de chargé de réservation. Ils sont donc les interlocuteurs de IFP School autorisés à demander puis valider un devis auprès du Représentant du Titulaire.

La liste et les coordonnées des gestionnaires pédagogiques est fournie par IFP School au titulaire lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre. Elle pourra évoluer au cours de l'accord-cadre, chaque évolution sera notifiée au titulaire par la transmission par courriel avec accusé de réception d'une liste mise-à-jour par le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School.

Un moyen de vérification sécurisé d'identification du chargé de réservation doit être mis en place par le titulaire.

Le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'Acheteur IFPEN référent du contrat

Le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'Acheteur IFPEN référent du contrat assurent le suivi général des prestations de l'accord-cadre, le traitement des litiges et l'application des clauses du contrat.

7. MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

7.1. Contenu et organisation des prestations

Contenu des prestations

Caractéristiques des voyages scolaires

Chaque voyage scolaire organisée à IFP School correspond à une activité extérieure dont la durée est supérieure ou égale à 1 journée (trajet aller-retour compris).

La formalisation d'une programmation prévisionnelle annuelle des voyages scolaires à réaliser sur l'année scolaire en cours sera réalisée et transmise au titulaire lors de la Réunion de lancement et ensuite lors des Réunions de Bilan annuel d'activité. A titre d'information, n'ayant aucune valeur contractuelle d'engagement de la part de IFPEN sur le nombre de voyage à réaliser annuellement, un historique des voyages réalisés sur les 3 dernières années (2023, 2024, 2025) est intégré en annexe du présent CCP.

Les voyages scolaires peuvent avoir lieu en France métropolitaine et en Europe. Les pays présentant des risques d'insécurité particuliers ou déconseillés par le service « France Diplomatie » du Ministère de l'Europe et des Affaires étrangères ne seront pas retenus pour des destinations de voyage.

Les voyages scolaires entrent dans le cadre de la formation dans le domaine des énergies fossiles et nouvelles. Dans ce contexte, les points de chute sont souvent situés hors des zones urbaines. Le titulaire doit prendre en compte l'ensemble des problématiques liées aux transferts.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	18/ 54

Gare/Aéroport ↔ Hébergement ↔ Site/Entreprises/Musées...

Le titulaire doit également être en mesure d'organiser des voyages « multi-destinations » (arrivée dans une ville, transfert au cours du voyage et départ d'une ville différente). Le voyage multi-destinations fait l'objet d'une facture unique, retraçant le parcours du ou des voyageurs, du point de départ à la destination finale.

Les voyages scolaires sont réalisés en groupe. Il est entendu par groupe un ensemble constitué au minimum de 10 personnes voyageant vers la même destination, aux mêmes dates et selon les mêmes modalités (même transporteur, même classe de réservation, etc.). De façon très exceptionnelle, un voyage scolaire réalisé avec un groupe constitué d'un ensemble de moins de 10 personnes voyageant vers la même destination, aux mêmes dates et selon les mêmes modalités peut être organisé à la demande de IFP School.

Les voyages scolaires peuvent être réalisés sur des jours ouvrés et/ou des jours non ouvrés (jours fériés, jours de fermeture des sites IFPEN/IFP School).

Le public de voyageurs

Le public voyageur dans le cadre des voyages scolaires est composé d'élèves de IFP School et d'accompagnants. Les élèves sont des jeunes adultes (âge supérieur à 18 ans) de nationalité française et étrangères. IFP School accueille 50 % d'étudiants internationaux dans ses promotions en provenance de plus de 50 pays. La majorité des élèves étrangers ont des connaissances en langue française. Les élèves étrangers maîtrisent l'anglais. Les accompagnants sont des enseignants de IFP School (statut CDI, statut vacataire CDD d'usage, ou statut de prestataire externe ou conventionné) de nationalité française ou étrangère, qui sont chargés d'encadrer les voyages scolaires.

Le voyageur est la personne bénéficiaire du titre de transport. Il ne peut réserver, annuler ou modifier par lui-même son titre de transport sans passer par l'intermédiaire du chargé de réservation, sauf en cas d'urgence et d'indisponibilité du chargé de réservation (week-end, jour férié, dates de fermetures annuelles des sites IFPEN et IFP School qui sont communiquées chaque année au titulaire).

Organisation des prestations

Qualité de service attendue de la part du titulaire

Le Titulaire doit être en mesure de :

- De réaliser des devis de voyage scolaire sur la base des Demandes formulées par IFP School ;
- De procéder à la réservation des places et à l'émission des billets ferroviaires/aériens/maritimes, ainsi que la location d'un véhicule/minibus/autocar si nécessaire ;
- De procéder à la réservation de solution d'hébergement et/ou de restauration ;
- D'effectuer toutes modifications liées aux titres de transport ou prestations annexes (modification, annulation, etc.) ;
- D'effectuer toutes modifications liées à la réservation de la solution d'hébergement et/ou de restauration ;
- D'assister les voyageurs en cas d'incidents dans le cadre de l'exécution d'un voyage scolaire (ex : remplacement immédiat d'un bus tombé en panne).

Pour assurer la qualité du service qui lui est demandé, le Titulaire doit être :

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	19/ 54

- force de proposition dans l'organisation des voyages scolaires afin de permettre à IFP School de bénéficier de solution de voyage optimisée en termes de déroulé du voyage, des moyens de transport empruntés, des solutions d'hébergement et des coûts ;
- coordinateur de l'ensemble de la solution de voyage en groupe du début à la fin du voyage scolaire ;
- garant de la cohérence de la solution de voyage en groupe mise à disposition du groupe de voyageurs dans ses déplacements ;
- réactif quant à la résolution de dysfonctionnements mettant en péril la bonne continuation du déplacement du groupe.

Le titulaire s'oblige à faire le nécessaire pour négocier les meilleures remises auprès des différents transporteurs ou prestataires de services. Il prend également en charge les traitements éventuels de litiges, notamment en cas d'anomalie constatée par les voyageurs.

Les moyens mis en œuvre (équipe dédiée et outils de réservation) par le Titulaire ainsi que les accords dont dispose le titulaire (remises préférentielles chez certains transporteurs, accords financiers avec des prestataires, etc.), sont ceux sur lesquels il s'est contractuellement engagé dans son offre.

La remise du Devis voyage

Chaque fois que IFP School souhaite faire appel au Titulaire pour la réalisation d'un voyage scolaire, il lui adresse par le biais de ses Chargés de Réservation, une Demande à cet effet par Ecrit.

La Demande de voyage scolaire transmise comporte à minima les informations suivantes :

- Les caractéristiques du voyage, avec les contraintes impératives éventuelles à respecter (régime alimentaire particulier, transport de bagages et matériels particuliers...) ;
- Les dates (départ/retour), la durée et les lieux de voyages, en précisant les différentes étapes, le cas échéant ;
- La liste des voyageurs (élèves et accompagnants) précisant le nom, prénom, date de naissance, nationalité et mail de contact de chaque voyageur ;
- Les types de services voyages demandés ou envisagés ;
- Le numéro et libellé de l'accord-cadre ;
- Le nom et les coordonnées du chargé de Réservation en charge du voyage.

Le Titulaire s'engage à confirmer la parfaite réception de la Demande dans les vingt-quatre (24) heures ouvrées maximum et à vérifier que la Demande est complète et qu'elle peut être traitée. A défaut, il se rapproche du Chargé de Réservation en charge de la Demande pour toute information complémentaire et/ou manquante.

Toute Demande adressée par IFPEN doit faire l'objet d'une réponse sous la forme d'un Devis dématérialisé qui est adressé par le Titulaire au chargé de réservation au plus tard dans un délai de cinq (5) jours ouvrés après réception de la Demande de IFPEN.

Chaque demande doit être traitée dans sa globalité, du transport à la restauration en passant par l'hébergement, les transferts et les activités annexes. Le Titulaire prend en compte les exigences suivantes :

- Lorsqu'un voyage scolaire présente un transport par voie aérienne, le titulaire réalise systématiquement 2 devis à minima dont un réalisé à partir d'un billet LOW COST si la destination le permet.
- Chaque Devis remis par le Titulaire présente la solution voyage envisageable la plus avantageuse (en précisant toutes les contraintes qui y sont attachées) pour répondre au mieux à la Demande

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	20/ 54

adressée par IFPEN, c'est-à-dire la plus adaptée à la demande et la plus économique dans le respect des meilleures conditions de sécurité et de sûreté. En outre les Devis remis doivent permettre d'optimiser le rapport coût/flexibilité (modifications, échanges, annulation). Il est attendu du Titulaire une prestation de conseil systématique lors de l'établissement des Devis pour optimiser les coûts sur les voyages de l'école (Ex : solution de paniers repas au lieu de restaurant pour les repas, solution d'hébergement en auberge au lieu d'hôtel...).

IFPEN s'engage à fournir dans les meilleurs délais au Titulaire et au plus tard un (1) mois à l'avance avant la date effective de début du voyage, toute information nécessaire pour l'établissement du Devis.

Le Devis doit être rédigé en français et comporter au minimum les éléments suivants :

- la référence de l'Accord-Cadre,
- la référence à la Demande auquel il répond,
- le nom et les coordonnées de contact du chargé(e)s d'affaires du Titulaire en charge du voyage,
- les caractéristiques (techniques et commerciales) de la solution voyage proposée,
- le Montant total en euro (€) TTC de la solution voyage proposée,
- la décomposition du Montant total en euro (€) TTC pour chaque solution voyage proposée permettant notamment de faire apparaître le prix effectif facturé par chaque prestataire de service voyage (dont l'éventuelle taxe de séjour pour le prix effectif facturé par le prestataire de service hébergement), le prix global en euro (€) TTC pour l'ensemble des services de voyage et la bonne application du taux de marge commercial contractuel.
- la durée de validité du Devis remis.

Dans le cadre de l'analyse du Devis remis par le Titulaire, le Chargé de réservation peut exiger la communication d'information complémentaire relatif à l'élaboration du Montant total en euro (€) TTC. Exemple : détail du prix des chambres à l'unité pour le service hébergement du voyage ou devis/facture d'un prestataire de service voyage. Le Titulaire retourne ses informations par écrit sous 3 jours ouvrés maximum.

Après analyse du Devis remis par le Titulaire, IFPEN peut accepter sans réserve le Devis ou demander des ajustements. Le titulaire remet un devis modifié dans un délai de 48H ouvrées à compter de la réception de la demande d'ajustement formalisé par écrit par les chargés de réservation.

L'acceptation sans réserve du Devis par IFPEN se formalise par un mail de confirmation du chargé de réservation IFP School et la passation d'un bon de commande achat par IFPEN.

Disponibilité du titulaire

Le titulaire s'engage sur une disponibilité continue de ses équipes auprès des chargés de réservation IFP School pour le traitement des demandes de voyages scolaires et le suivi des voyages scolaires en cours de réalisation :

- Du lundi au vendredi (jours ouvrés),
- De 9h00 à 18h00,
- Contact par mail, visioconférence et téléphone.

Pour les voyageurs, le titulaire s'engage sur la mise à disposition d'un service d'assistance accessible 24h/24 et 7j/7 par les voyageurs et par IFP School pendant toute la durée du voyage. Ce service doit être accessible en langue française et/ou anglaise, et permettre notamment à tout

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	21/ 54

voyageur ou groupe de voyageur se trouvant en situation de difficulté de remédier à la situation critique (ex : remplacement d'un bus tombé en panne, etc.).

La Maîtrise et l'anticipation des formalités administratives

Le titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations doit fournir aux voyageurs tous les renseignements administratifs pour les passeports, les visas, les formalités sanitaires, les documents ou autorisations particulières chaque fois que l'un de ces éléments est requis par un pays de destination.

Parmi les étudiants, nombreux sont de nationalités étrangères (UE/hors UE), nécessitant selon la destination, un visa touristique.

Le titulaire doit donc alerter en amont, le chargé de réservation IFP School ayant émis la Demande de voyage sur les démarches administratives à lancer par les élèves étrangers, et ce dans les délais réglementaires.

Conditions particulières liées aux réservations

Conditions particulières à prendre en compte pour les réservations de transport hors autocar/minibus :

- Les déplacements par voie ferrée sont réalisés à un tarif économique (2^{de} classe) permettant les modifications et éventuellement les remboursements partiels. Toutefois, une prise en charge au tarif de la 1^{ère} classe peut être exceptionnellement autorisée, lorsqu'il existe des conditions tarifaires plus avantageuses en 1^{ère} classe (prix inférieurs ou égaux à ceux de la 2^{de} classe et selon des modalités de modification et/ou d'annulation identiques).
- Les déplacements par voie aérienne doivent être réservés aux trajets dont la durée est supérieure à 4 heures (politique de sobriété énergétique mise en place par le ministère de l'enseignement supérieur en septembre 2022). Ils doivent être effectués sur la base du tarif de la classe la plus économique permettant les modifications et éventuellement les remboursements partiels, exclusion faite des cas de réservation de billet Low Cost.
- Le Titulaire alerte le chargé de réservation des éventuelles démarches liées à la gestion des excédents bagages (compagnies aériennes), utiles lors de certains voyages nécessitant le transport de matériels spécifiques.
- De la même manière, le Titulaire informe également le chargé de réservation et les voyageurs (au travers du mémo voyage pour l'information des voyageurs) des conditions rattachées au titre de transport choisi (modifiable ou non, annulable ou non, conditions, pénalités éventuelles supportées etc.).

Emission des billets de transport : Le Titulaire doit avoir la capacité d'émettre des billets de transport qu'il transmet de façon dématérialisée et sécurisée au chargé de réservation de IFP School. Les billets sont émis de façon dématérialisée de préférence aux billets papiers. En cas d'impossibilité justifiée du Titulaire à émettre et transmettre des billets de transport de façon dématérialisée, ou du chargé de réservation de IFP School à recevoir les billets de transport de façon dématérialisée, un autre moyen de distribution du billet peut être adopté ponctuellement, pourvu que le titre soit mis à disposition des voyageurs au moins 48 heures avant la date de départ.

Conditions particulières à prendre en compte pour les réservations de solution de restauration : Le titulaire prend en compte les régimes alimentaires spécifiques des voyageurs signalés par le chargé de réservation le cas échéant. Il n'est pas fixé d'exigence sur le classement ou le label de la solution de restauration à intégrer à un voyage scolaire. Le titulaire doit veiller à ce que la solution de restauration présente un niveau

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	22/ 54

d'hygiène et de salubrité irréprochable. Le chargé de réservation de IFP School peut imposer une solution de restauration dans le cadre de l'organisation d'un voyage scolaire.

Conditions particulières à prendre en compte pour les réservations d'hébergement : Dans le cadre d'un voyage scolaire les solutions d'hébergement de type hôtel et de type auberge de jeunesse sont acceptables. Il n'est pas fixé d'exigence sur le classement ou le label de la solution d'hébergement à intégrer à un voyage scolaire. Le titulaire doit veiller à ce que la solution d'hébergement soit dotée de tous les équipements nécessaires pour permettre aux voyageurs d'y séjourner avec un confort minimal et que la solution d'hébergement présente un niveau d'hygiène et de salubrité irréprochable. Le chargé de réservation de IFP School peut imposer une solution d'hébergement dans le cadre de l'organisation d'un voyage scolaire. De façon générale, les voyageurs sont logés comme suit pour les nuitées : chambre individuelle pour chaque professeur/accompagnateur encadrant et chambre twins à quadruple pour les élèves. Chaque voyageur doit disposer d'un lit individuel. Les draps sont toujours fournis sur place par le prestataire d'hébergement. Dans la mesure du possible, les voyageurs participants à un même voyage doivent être hébergés dans le même hôtel/auberge de jeunesse lors du voyage.

Nota : les extras sollicités par les voyageurs auprès de l'établissement d'hébergement doivent être réglés exclusivement par ces derniers durant leur séjour. En aucun cas ils ne pourront faire l'objet d'un remboursement au titulaire par IFPEN.

Conditions particulières à prendre en compte pour les réservations de transport en autocar/minibus : Le Titulaire met en place les mesures adéquates d'une part pour garantir les meilleures conditions de sécurité pour les voyageurs de IFP School, lors des déplacements en bus, autocar ou navettes et d'autre part pour s'assurer de la bonne conformité au regard de la réglementation en vigueur des professionnels du secteur transport mobilisés lors des réservations.

La remise du Mémo voyage

Une fois les réservations effectuées dans le cadre d'un voyage scolaire, le Titulaire doit transmettre au plus tôt au chargé de réservation de IFP School sous format dématérialisé un « Mémo Voyage » préalablement au déplacement, et à minima 5 jours ouvrés avant le début du voyage scolaire.

Ce Mémo Voyage est à destination des voyageurs (élèves et accompagnants). Il fait apparaître le détail du déroulé du voyage scolaire :

- Horaires et lieux de tous les transports ;
- Restrictions sur les bagages ;
- Adresse et modalités d'accueil des hébergements ;
- Numéros d'urgence et personnes à contacter permettant d'apporter une aide aux voyageurs ;
- Documents administratifs à détenir.

Ce Mémo Voyage doit être formalisé d'une telle façon qu'il permette une lecture facilitée et attrayante auprès du public de voyageur.

7.2. Autres Dispositions particulières

Badge d'accès au site IFP School

Le site IFP School étant un établissement à accès restrictif. Les intervenants des prestataires de IFP School et IFPEN appelés à intervenir sur le Site doivent être habilités par IFPEN et disposer de badges pour accéder à l'établissement. Dans le cadre de l'exécution des prestations d'organisation de voyages scolaires

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	23/ 54

de groupes, les interlocuteurs du titulaire ne disposeront pas de badge d'accès au site IFP School n'ayant pas vocation à entrer sur le site IFP School. Les interlocuteurs du titulaire se verront octroyer un badge visiteur lors de leurs venues éventuelles sur site IFP School pour la tenue de réunion en présentiel par exemple.

Locaux affectés au Titulaire sur site IFP School

Aucun local ne sera mis à disposition du Titulaire par IFPEN et IFP School pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Matériels et équipements

Aucun matériel ou équipement n'est mis à disposition du Titulaire par IFPEN et IFP School pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Accès au restaurant d'entreprise et au parking

Le restaurant d'entreprise et le parking ne sont pas accessibles aux intervenants du Titulaire.

7.3. Caractère continu des prestations

Le Titulaire a l'obligation de mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires et une organisation permettant de garantir une continuité d'exécution des prestations d'organisation de voyages scolaires de groupes et une qualité des prestations tout au long de la durée de l'accord-cadre.

8. SUIVI DES PRESTATIONS DE L'ACCORD-CADRE

8.1. Réunion de lancement

Une réunion de lancement sera organisée après notification de l'accord-cadre signé par l'ensemble des Parties. Elle rassemblera les représentants du Titulaire dont le(la) référent(e) contrat pour le pilotage des prestations de l'accord-cadre, les représentants de IFPEN/IFP School dont le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'Acheteur référent du contrat.

La réunion a pour objet notamment :

- La présentation des interlocuteurs du Titulaire,
- La formalisation d'une programmation prévisionnelle annuelle des voyages à réaliser,
- La présentation des ressources et moyens mis en œuvre,
- L'initialisation des procédures de travail,
- La répartition le cas échéant des tâches entre le Titulaire et IFP School,
- La fourniture de la liste et des coordonnées des gestionnaires pédagogiques IFP School,
- Le rappel des résultats attendus et des démarches à entreprendre.

Cette liste n'est pas exhaustive et IFPEN se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion. Avant le commencement des prestations, le Titulaire peut demander à réaliser une visite du site IFP School. Les modalités de cette visite sont librement fixées avec le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School. Un compte rendu est rédigé par l'acheteur et notifié en fin de réunion à l'ensemble des participants.

A la suite de cette réunion de lancement et pendant une période de six mois (Période de Démarrage) suivant la date de cette réunion de lancement, IFPEN et le Titulaire se réunissent mensuellement aux fins

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	24/ 54

d'organiser la mise en place opérationnelle de l'Accord-Cadre. Un compte rendu est rédigé par l'acheteur et notifié en fin de réunion à l'ensemble des participants.

8.2. Bilan annuel d'activité

Une réunion est organisée chaque année début juillet pour faire le bilan des prestations sur la période scolaire écoulée (septembre-juin).

Elle rassemblera les représentants du Titulaire dont le(la) référent(e) contrat pour le pilotage des prestations de l'accord-cadre, les représentants de IFPEN/IFP School dont le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School et l'acheteur référent du contrat et éventuellement les directeurs de centres de formation.

Ce bilan est l'occasion de faire le point sur l'activité, notamment :

- Moyens humains : chargé(e)s d'affaires affectés à l'exécution des prestations d'agence de voyages.
- Revue des faits marquants.
- Revue de la Facturation.
- Propositions d'améliorations.
- Formalisation d'une programmation prévisionnelle annuelle des voyages à réaliser sur l'année scolaire prochaine.

Cette liste n'est pas exhaustive et IFPEN se garde le droit d'ajouter des sujets à aborder lors de cette réunion. Un compte rendu est rédigé par l'acheteur et notifié en fin de réunion à l'ensemble des participants.

8.3. Suivi opérationnel des prestations

Des réunions ou points périodiques sont organisés pour permettre un échange ou une transmission d'informations relatives à tous les aspects des prestations, pour assurer un retour sur l'existant, et définir des plans de progrès pour le futur. La fréquence est définie par l'Acheteur IFPEN en charge du suivi de l'accord-cadre. Ces points peuvent se faire à distance par visioconférence ou par téléphone.

9. ORGANISATION ET GESTION DES EFFECTIFS DU TITULAIRE

9.1. Représentation des parties

9.1.1. Les représentants d'IFPEN

- a) le(la) Chef(fe) de département Administration de IFP School (IFP School),
- b) les Directeurs de Centre IFP School (IFP School),
- c) l'Acheteur (Direction des Finances IFPEN).

9.1.2. Les représentants du Titulaire

- a) Le/la référent(e) contrat pour le pilotage des prestations de l'accord-cadre, interlocuteur principal d'IFPEN pour le pilotage de l'accord-cadre et ayant un pouvoir décisionnel habilité à engager la responsabilité du Titulaire pour son périmètre d'action.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	25/ 54

Le titulaire s'engage à le/la remplacer, en cas de départ de celui(celle)-ci, après accord de d'IFPEN. Dans ces conditions, le remplaçant doit présenter les mêmes qualifications et compétences professionnelles.

A ce titre, cet interlocuteur doit :

- être qualifié(e) et autorisé(e) à prendre toute décision immédiate à la suite des observations, des réclamations émises par IFPEN, à valider les choix envisagés,
- être en mesure d'apporter une réponse ou une action corrective à toute demande formulée par IFPEN dans les domaines couverts par l'accord-cadre,
- assister aux réunions définies dans l'accord-cadre ou demandées par IFP School,
- être facilement joignable en heure ouvrable,
- se tenir informé(e) des réglementations en vigueur impactant les prestations de l'accord-cadre et de leurs évolutions,
- vérifier l'exécution et garantir la qualité des prestations,
- fournir les livrables et rapports définis dans l'accord-cadre,
- faire respecter la discipline par le personnel d'exécution.

9.2. Obligations légales de l'entreprise quant au personnel

Il est expressément entendu que les personnels du titulaire demeurent, à tous les égards, les salariés de ce dernier. A ce titre, le titulaire exerce le contrôle du travail de son personnel et assure l'ensemble des obligations qui lui incombent en sa qualité d'employeur.

Le Titulaire est tenu de respecter et de faire respecter par son personnel, affecté à l'exécution des prestations objet du présent accord-cadre, les règlements en vigueur, notamment sur site IFPEN le règlement intérieur et la charte des systèmes d'informations.

A cet égard, il est rappelé que le titulaire est responsable de ses salariés en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit et notamment :

- des accidents,
- des dégradations,
- Et de tout évènement commis pendant l'exécution des prestations ainsi que de tout fait illicite qui pourrait être perpétré par ses employés.

En cas de dégradations, les frais de remise en état sont entièrement supportés par le titulaire compte tenu de sa qualité d'employeur.

Les prestations sont exécutées sous l'entière responsabilité du titulaire qui doit se conformer strictement :

- aux textes réglementaires parus ou à paraître relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions du travail dans l'entreprise et notamment ceux qui ont trait à la prévention, l'hygiène et à la sécurité du personnel ;
- à la loi n° 2018-778 du 10 septembre 2018 pour une immigration maîtrisée, un droit d'asile effectif et une intégration réussie et au Code de l'entrée et du séjour des étrangers et du droit d'asile ;
- aux mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé par dissimulation d'activité ou par dissimulation d'emploi salarié (articles L8221-1 à L8224-6 du code du travail) ;
- aux obligations en matière de travailleurs détachés (R1261-1 à D1265-1).

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	26/ 54

Le titulaire doit faire bénéficier tout son personnel de toutes les lois sociales en vigueur ou à intervenir pendant la durée de l'accord-cadre.

Et notamment les articles du Code du travail :

- L8241-1 à L8243-2 relatifs au « prêt illicite de main d'œuvre »,
- L8231-1 à L8234-3 relatifs au « délit de marchandage »,
- L8251-1 à L8256-8 relatifs à « l'emploi de salariés étrangers sans titre de travail »,
- D8254-1 à D8254-6 relatifs à « la vérification préalable »,
- L4741-1 à L4741-14 relatif aux « infractions aux règles de santé et de sécurité ».

Le titulaire est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

L'exécution des prestations se fait dans le respect des normes et règlements en cours et à venir.

S'il apparaît que l'entreprise n'a pas procédé aux vérifications qu'un responsable de recrutement normalement avisé mettrait en œuvre pour l'emploi d'une qualification déterminée et qu'il en résulte un préjudice pour IFPEN, sa responsabilité peut être engagée.

De même, IFPEN se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces différents textes normatifs ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

9.3. Protection de la main-d'œuvre

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée. Il est également soumis aux huit conventions fondamentales de l'Organisation Internationale du Travail (conventions n°87, 98, 29 et 105, 100 et 111, 138 et 182).

IFPEN se réserve le droit de demander à tout moment au titulaire la preuve du respect des principes contenus dans ces conventions ; le titulaire apporte ces preuves par tout moyen significatif, ayant une force probante et facilement vérifiable.

Le titulaire est réputé connaître et mettre en œuvre les modifications réglementaires relatives à la protection de la main d'œuvre et des conditions de travail. Ces modifications n'ont pas à être constatées par voie d'avenant dès lors qu'elles n'ont pas un impact financier sur les prix de l'accord-cadre. Néanmoins, IFPEN se réserve la possibilité de demander au titulaire de justifier l'intégration de ces évolutions réglementaires dans le fonctionnement de ses activités.

Par ailleurs, le titulaire remet :

- au plus tard lors de la réunion de lancement de l'accord-cadre prévue à l'article 8.1 du CCP et seulement en cas d'embauche de travailleurs étrangers, la liste des salariés étrangers employés et soumis à l'autorisation de travail prévue à l'article L 5221-2 du code du Travail en précisant pour chaque salarié (article D. 8254-2 du même code) :
 - o Sa date d'embauche ;

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	27/ 54

- Sa nationalité ;
- Le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Le titulaire s'engage à introduire dans les contrats conclus avec des tiers pour l'exécution du présent contrat, les clauses nécessaires au respect des prescriptions des articles D.8254-2 à 5 du Code du Travail.

9.4. Gestion des personnels du Titulaire

Tout au long de l'exécution de l'accord-cadre, il appartient au titulaire de mettre en place les effectifs qualifiés et compétents dans les domaines professionnels requis par l'exécution de l'accord-cadre, expérimentés dans leurs spécialités ainsi qu'un référent contrat capable de piloter l'accord-cadre en exécution avec IFP School.

Le Titulaire s'engage à ce que les Intervenants :

- travaillent avec diligence et rigueur dans l'exécution des prestations de l'accord-cadre, selon les règles de l'art, et coopèrent avec le personnel de IFP School afin d'obtenir une efficacité optimale du service d'agence de voyage pour IFP School,
- respectent les lois et règlements en vigueur et généralement s'abstiennent de tout comportement pouvant porter préjudice à IFPEN et à l'IFP School.

Les Parties conviennent par les présentes que la pérennité et la stabilité des Intervenants affectés à la réalisation des prestations pendant toute la durée de l'accord-cadre est un élément essentiel de l'accord-cadre pour IFPEN.

IFPEN se réserve le droit d'organiser avec le Titulaire, à son initiative en cours de l'accord-cadre, une réunion afin de faire un bilan des équipes et compétences affectées à l'exécution des prestations de l'accord-cadre pour d'éventuels ajustements.

L'équipe d'exécution doit être en situation régulière vis à vis de la réglementation contre le travail illégal, y compris si ce personnel appartient à une entreprise sous-traitante.

Chaque intervenant proposé par le Titulaire dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord-cadre fait l'objet d'une validation par IFP School au préalable. IFP School se réserve le droit de refuser une proposition de profil qui n'est pas conforme aux exigences de l'accord-cadre et d'exiger une nouvelle proposition de profil.

9.5. Discipline et respect des règles sur site

Le titulaire désigné s'engage à faire respecter auprès de son personnel les règlements intérieurs et de sécurité propres au site.

Le personnel du titulaire doit faire preuve d'un comportement exempt de tout reproche vis-à-vis des tiers et des personnels d'IFPEN. Lors de ses interventions sur le site, le titulaire respecte les locaux et l'environnement de travail des personnels d'IFPEN et se montre discret.

Il est par exemple interdit au personnel du titulaire :

- De prendre des repas à l'intérieur des locaux non prévus à cet effet,
- D'introduire ou de consommer des boissons alcoolisées dans les locaux,
- De provoquer du désordre, d'une façon quelconque, sur les lieux du travail et leurs dépendances,

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	28/ 54

- De sortir des sites d'exécution des objets ou des documents dont IFPEN est propriétaire, procéder à des vols ou à des détériorations, ou utiliser à des fins personnelles et sans accord préalable d'IFPEN, les moyens divers auxquels ils ont accès,
- De pénétrer sur le site sans badge.

Cette liste n'est pas limitative. En cas de manquement constaté, IFPEN se réserve le droit demander auprès du titulaire la récusation du personnel en faute et son remplacement selon un délai déterminé d'un commun accord. Un tel remplacement ne peut entraîner de surcoût.

Le titulaire doit prendre toutes les mesures d'ordre et de sécurité propres à éviter des accidents lors de l'exécution des prestations sur site (IFP School) et ailleurs telles que prévues à l'accord-cadre, tant à l'égard du personnel qu'à l'égard des tiers.

Le personnel préposé à l'exécution des prestations de l'accord-cadre ne sollicite pas IFPEN pour des problématiques relevant du titulaire. En outre, IFPEN peut demander à tout moment, sur décision motivée, le remplacement de toute personne affectée à l'exécution des prestations de l'accord-cadre (y compris l'interlocuteur principal soit le référent contrat). Le titulaire procède alors à son remplacement.

Pour tout remplacement de personnel, le titulaire assure à ses frais la formation du remplaçant. La formation du remplaçant consiste en la transmission des connaissances nécessaires à l'exécution des prestations.

En aucun cas, le remplacement du personnel du titulaire ne peut entraîner une modification des conditions d'exécution de l'accord-cadre et notamment des prix ou des délais d'exécution.

En cas de trois refus successifs par IFPEN d'un remplaçant proposé par le titulaire, la personne publique se réserve le droit de résilier l'accord-cadre dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

9.6. Gestion des absences ou des départs

Toute modification intervenant dans la composition du personnel ou la distribution des tâches doit être portée à la connaissance d'IFPEN au plus tôt.

En cas d'empêchement momentané ou de départ d'un de ses préposés affectés à l'exécution des prestations, le titulaire en avise le représentant d'IFPEN et désigne un remplaçant vers lequel il doit assurer le transfert des connaissances dans un souci de continuité du service rendu. Les personnels remplaçants doivent présenter les mêmes qualifications.

Le titulaire ne peut pas justifier de la non-atteinte de son obligation de résultat du fait de ces absences.

Dans ces conditions, tout remplacement de personnel doit être signalé au pouvoir adjudicateur au plus tard le jour même de l'intervention à IFPEN. À défaut, le personnel non connu d'IFPEN peut se voir refuser l'accès au Site IFPEN.

Le remplaçant prend ses fonctions au plus tard le jour où la personne qu'il remplace quitte les siennes. Ainsi, le titulaire s'engage à ce qu'il n'y ait aucune interruption dans l'exécution des prestations.

De même, durant les congés des agents œuvrant, les remplaçants doivent être préalablement identifiés avant de pénétrer sur le Site IFPEN.

Ces changements affectant le personnel d'exécution doivent être formalisés selon des moyens définis entre IFPEN et le titulaire lors de la réunion de lancement prévue à l'article 8.1 du CCP.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	29/ 54

9.7. Mesures relatives à la lutte contre le travail dissimulé

Le titulaire avise ses sous-traitants de ce que les obligations énoncées au présent article leur sont applicables, et demeure responsable du respect de celles-ci pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire de l'accord-cadre s'engage à ne pas recourir à du personnel non déclaré. Tout flagrant délit de recours à l'une ou l'autre des formes de travail dissimulé ci-dessus mentionnée donne lieu à la transmission des éléments de fait ou de droit aux agents chargés de la vérification de la situation régulière de l'emploi dans l'entreprise.

Conformément aux dispositions des articles L8222-5 et L. 8222-6 et de l'article R. 8222-3 du Code du travail, le pouvoir adjudicateur, saisi d'une demande en ce sens par un agent chargé du contrôle de la situation régulière de l'entreprise, enjoint cette dernière, par lettre recommandée avec avis de réception, de se conformer à ses obligations. Le titulaire, en réponse à cette injonction, transmet à IFPEN tout élément susceptible de prouver la régularité ou la régularisation de la situation de l'emploi dans l'entreprise, dans un délai de 15 jours. Faute de régularisation dans le délai imparti, le titulaire est passible de pénalités dont le régime est présenté à l'article 15 du CCP.

9.8. Obligation en matière de travailleurs détachés

En application de l'article L.1262-4-1 du Code du travail, lorsque le titulaire de l'accord-cadre détache un ou plusieurs salariés dans les conditions prévues aux articles L.1262-1 et L.1262-2 du même code, il remet d'office à IFPEN et préalablement au détachement :

- Une copie de la déclaration de détachement, transmise à l'unité départementale mentionnée à l'article R. 1263-4-1, conformément aux dispositions de l'article R. 1263-6-1 du code du travail, concernant :
- Une copie du document désignant le représentant mentionné à l'article L1262-2-1 du même code.

Le titulaire remet également à IFPEN l'ensemble des pièces définies ci-avant pour l'ensemble de ses cocontractants éventuels qui interviendraient dans le cadre de l'exécution du présent accord-cadre (sous-traitants directs et indirects, cotraitants, entreprises de travail temporaire).

Le titulaire s'engage ainsi à imposer cette obligation à ces derniers qui doivent lui remettre l'ensemble des pièces.

Il doit être en mesure d'en justifier en cours d'exécution de l'accord-cadre, sur simple demande d'IFPEN.

En cas de non-production des documents susmentionnés, sur simple constat, IFPEN met en demeure le titulaire de fournir ces documents dans un délai qu'elle fixe. A l'expiration de ce délai, le titulaire se voit appliquer des pénalités de retard dont le montant forfaitaire est fixé à l'article 15 du CCP.

En cas d'intervention d'un travailleur détaché non régulièrement déclaré au préalable, IFPEN est en droit de le récuser, le titulaire assure à ses frais son remplacement immédiat.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	30/ 54

9.9. Grève

En cas d'arrêt de travail pour faits de grèves de salariés, il appartient au titulaire de l'accord-cadre, au premier jour de la grève, d'assurer un service minimum.

En cas d'impossibilité pour le titulaire de l'accord-cadre d'exécuter même partiellement les prestations dues au titre du contrat dès le premier jour de grève, IFPEN y pourvoit par tous les moyens qu'elle juge utiles aux frais, risques et périls du titulaire afin d'assurer elle-même ou par un tiers le service.

Les sommes dues à ce titre sont recouvrées par IFPEN par tous moyens de droit sauf lorsque leur montant peut être retenu sur les factures restant dues.

Le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

La grève du personnel du titulaire et de ses sous-traitants ne saurait constituer, en aucune façon, un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par IFPEN.

Les représentants d'IFPEN sont tenus informés immédiatement de tout conflit social dans le périmètre de l'accord-cadre et des solutions mises en œuvre pour son règlement rapide.

9.10. Clause de non-sollicitation de salariés

Les employés du Titulaire demeurent placés sous la direction, l'autorité, et le contrôle du Titulaire et ne seront en aucune manière assimilés à des salariés IFPEN. L'accord-cadre ne créera aucune relation de subordination entre le personnel du Titulaire et celui d'IFPEN. Le Titulaire reste responsable de la supervision (et le cas échéant de la discipline) de son personnel durant l'exécution de l'accord-cadre.

Chaque Partie renonce à engager, ou à faire travailler, directement ou par personne interposée, tout sous-traitant ou tout collaborateur de l'autre Partie participant, ou devant participer, à l'exécution du Contrat, sans accord exprès et préalable de l'autre Partie, même si la sollicitation initiale est suscitée par le sous-traitant ou le collaborateur lui-même.

Ces renonciations sont valables pendant toute la durée du Contrat et pendant six (6) mois à compter de sa date de fin.

Dans le cas où l'une des deux Parties ne respecterait pas cette obligation, elle s'engage à dédommager l'autre Partie en lui versant immédiatement une somme forfaitaire H.T. égale aux salaires bruts versés au collaborateur concerné durant les six (6) mois précédant son départ.

10. OBLIGATIONS DU TITULAIRE ET D'IFPEN

10.1. Obligations générales du Titulaire

➤ Obligation de moyen

Le Titulaire s'engage, au titre d'une obligation de moyen, à exécuter la Prestation telle que détaillée dans le Cahier des Clauses Particulières et, notamment à :

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	31/ 54

- Mettre en œuvre l'ensemble des moyens nécessaires et une organisation permettant de garantir une continuité d'exécution des prestations et une qualité des prestations tout au long de la durée de l'accord-cadre ;

- Mettre à disposition des interlocuteurs affectés à l'exécution des prestations d'agence de voyages compétents ayant reçu une formation adaptée.

Le titulaire met en œuvre les moyens et l'organisation, nécessaires pour répondre à cette obligation de moyen, sur lesquels il s'est engagé contractuellement.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou préposés. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre.

➤ **Obligation de résultat**

Le Titulaire s'engage, au titre d'une obligation de résultat, à exécuter la Prestation telle que détaillée dans le Cahier des Clauses Particulières et, notamment à :

- Assurer la bonne exécution du voyage de son commencement à la fin et l'exécution dans les règles de l'art de chacun des services de voyage qui composent le voyage. Pour un voyage rémunéré au forfait touristique l'obligation s'applique pour l'ensemble des services du voyage qu'ils soient exécutés par le Titulaire ou par d'autres prestataires de voyage. Pour un voyage non rémunéré au forfait touristique l'obligation s'applique que pour le service voyage pris en charge par le Titulaire ;

- Assurer une optimisation maximale des coûts des voyages scolaires organisés pour IFP School : en mettant à disposition toute son expertise métier lors de l'organisation des voyages et lors des réservations et en mettant en œuvre l'ensemble des solutions présentées dans son offre contractualisée valant engagement contractuel pour garantir les meilleurs tarifs ferroviaires, aériens, de transport en véhicules routiers motorisés ou en ferry, d'hébergement et de restauration dans le cadre de l'organisation des voyages scolaires de IFP School ;

- Produire les livrables administratifs énoncés dans les délais prévus au CCP de l'accord-cadre ;

- Produire les documents ou informations nécessaires au suivi de l'exécution de l'accord-cadre et au respect de la qualité des prestations ;

- Être présent aux réunions de suivi des prestations de l'accord-cadre ;

- Respecter les dates et échéances prévues aux documents d'exécution et aux documents contractuels ou selon les échéances définies entre IFPEN et le titulaire au cours de communication effectuées au moyen de courriels électroniques, d'échanges téléphonique...

Le titulaire met en œuvre les moyens et l'organisation, nécessaires pour répondre à cette obligation de résultat, sur lesquels il s'est engagé contractuellement.

Pour l'ensemble de ces attentes, le titulaire ne peut mettre en avant une quelconque défaillance de ses sous-traitants ou préposés. Le titulaire est pleinement responsable de la bonne exécution de l'accord-cadre.

➤ **Obligation de confidentialité**

Par ailleurs, conformément à l'article 19 du présent CCP, le Titulaire est soumis à une **obligation de confidentialité**.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	32/ 54

➤ **Obligation d'information, de conseil et de mise en garde**

Le titulaire est tenu à une obligation générale d'information à l'égard d'IFPEN. A ce titre, il l'avise de toute modification réglementaire applicable aux prestations objet de l'accord-cadre et de tout autre élément susceptible d'affecter ses conditions d'exécution.

Il engage sa pleine et entière responsabilité pour ce qui concerne les choix techniques mis en œuvre qu'il a validés, y compris lorsque ceux-ci ont été proposés par IFPEN.

Son devoir d'information, de conseil et de mise en garde consiste à informer complètement IFPEN sur les conséquences des différentes décisions qu'il peut être amené à lui faire prendre, à attirer son attention lorsqu'il décèle des risques de toute nature, à porter à la connaissance d'IFPEN tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations, à suggérer toutes les démarches ou solutions utiles.

Le titulaire propose des actions pour les réduire ou les supprimer.

Le titulaire est tenu à une obligation de conseil à l'égard de IFPEN notamment en ce qui concerne le contenu des prestations qui lui sont demandées au titre de l'accord-cadre.

Dans ce cadre, le titulaire doit fournir l'ensemble des conseils, des mises en garde et recommandations nécessaires à la mise en œuvre des prestations demandées, en particulier les titres de transport et les services d'hébergement. Le titulaire s'engage à fournir à l'acheteur tous les renseignements administratifs dont il a connaissance pour les passeports, les visas, les formalités sanitaires, les documents ou autorisations particulières, chaque fois que l'un de ces éléments est requis par un pays de destination. En particulier, le titulaire indiquera les réglementations connues sur les visas pour les voyageurs de nationalité extérieure à la France. Le titulaire communiquera les restrictions douanières et celles demandées par la compagnie aérienne ou le(s) prestataire(s) de l'hébergement.

Le titulaire pourra conseiller l'acheteur sur les impacts environnementaux des solutions de voyages qu'il propose.

➤ **Obligation de souscrire une protection contre l'insolvabilité**

Le Titulaire doit souscrire une **protection contre l'insolvabilité** dans le pays de l'UE dans lequel il est établi. En cas de faillite, le garant (un fonds de garantie, une compagnie d'assurance ou tout autre mécanisme prévu dans le pays de l'UE concerné) pourra rembourser les paiements effectués par IFPEN et, le cas échéant, rapatrier les voyageurs si le transport est compris dans la prestation voyage.

10.2. Obligations générales de l'Acheteur

Afin de favoriser le bon déroulement de l'exécution de l'accord-cadre, l'Acheteur s'engage à :

- collaborer activement avec le titulaire et l'informer de l'existence de toute difficulté ou sujétion dont il aurait connaissance et qui pourrait avoir un impact sur les conditions d'exécution de l'accord-cadre,
- communiquer au titulaire toutes les informations et documents utiles, et lui en facilite la consultation, dans la mesure où ils seraient nécessaires à la bonne exécution de l'accord-cadre,
- vérifier en temps utile, la qualité des prestations et formuler s'il y a lieu des remarques, des observations des réclamations ou des désaccords,
- assurer au titulaire l'exclusivité des prestations définies au présent accord-cadre. Toutefois en cas

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	33/ 54

d'interruption des prestations incombant au titulaire, IFPEN est en droit d'avoir recours à une société de remplacement pour pallier la défaillance du titulaire et ce pendant toute la durée indispensable pour assurer les prestations prévues à l'accord-cadre. Cette procédure est déclenchée si aucune intervention significative n'est intervenue dans les 3 jours ouvrés qui suivent la réception par le titulaire d'une mise en demeure précisant les manquements,

- garantir au Titulaire le libre accès aux locaux du Site dans le cadre de l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

➤ Opérations de vérification

Les opérations de vérification sont celles prévues par les articles 27 à 30 du CCAG-FCS.

➤ Obligation de paiement

IFPEN paye les factures reçues du Titulaire dans les conditions définies au présent document.

10.3. Responsabilité du titulaire

Le Titulaire est responsable à l'égard d'IFPEN de tous les dommages, dégâts, incendies, casses et autres causes, résultant notamment de sa négligence, de ses manquements dans l'exécution de l'accord-cadre ou de toute autre cause pouvant lui être imputée.

Cette responsabilité du titulaire s'étend sur les prestations objet de l'accord-cadre et ne se termine qu'au terme de l'accord-cadre ou au terme du dernier bon de commande achat toujours en vigueur au terme de l'accord-cadre.

Il est expressément convenu que le titulaire est entièrement responsable :

- de son personnel et des sous-traitants travaillant à l'exécution des prestations de l'accord-cadre, en toutes circonstances et pour quelque cause que ce soit ;
- des conséquences de tout accident survenu de son fait ou du fait de son personnel ;
- des dégâts et dommages survenus à IFPEN, ses locaux ou matériels, ses salariés ou tout tiers à l'occasion de l'exécution des prestations.

10.4. Assurance

Avant tout commencement d'exécution des prestations, le titulaire doit justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1240 à 1242 du Code civil ainsi qu'au titre de sa responsabilité professionnelle, en cas de dommage causés aux biens et aux personnes dans le cadre de son intervention pour l'exécution des prestations de l'accord-cadre.

Le titulaire s'engage à rester assuré pendant toute la durée de l'accord-cadre.

Le titulaire justifiera qu'il a souscrit ce(s) contrat(s) d'assurance, au moyen d'une attestation en cours de validité, précisant l'étendue de la responsabilité garantie.

À tout moment durant l'exécution de l'accord-cadre, le titulaire produit cette attestation, dans un délai de cinq jours calendaires à compter de la réception de la demande de l'acheteur. Le cas échéant, l'attestation

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	34/ 54

d'assurance fournit est datée de moins de trois (3) mois et mentionne notamment les plafonds de garantie et le fait que le titulaire est à jour du paiement de ses primes.

IFPEN doit être informée par le titulaire de chaque réactualisation du/des contrat(s) d'assurance opérée par la/les compagnie(s) d'assurance.

10.5. Certificats

Le Titulaire est tenu de transmettre à compter de la date d'attribution de l'accord-cadre, de les actualiser tous les six mois, selon la date de validité des documents, et sans qu'IFPEN n'en fasse la demande expresse, les pièces prévues aux articles D8222-5 et D8222-7 du code du travail, et ce jusqu'à la fin de l'exécution de l'accord-cadre.

Pour ce faire, ils sont communiqués au service des achats par voie dématérialisée.

Le Titulaire est informé de ce que la non-production de ces pièces, peut être sanctionnée par l'application de pénalité en vertu de l'article 15 du CCP. En cas de manquements répétés établis par IFPEN ou par un tiers ou par les services de l'état chargés de la vérification et du recouvrement des cotisations de sécurité sociale de l'entreprise, l'Acheteur se réserve le droit de rompre le contrat, sans indemnité, aux frais et risques du titulaire de l'accord-cadre.

10.6. Protection de l'environnement

L'article 7 du CCAG FCS s'applique.

Le titulaire veille à ce que les prestations qu'il effectue respectent les prescriptions législatives et réglementaires en vigueur en matière d'environnement, de sécurité et de santé des personnes. Il doit être en mesure d'en justifier le respect au cours d'exécution de l'accord-cadre sur simple demande de IFPEN.

En cas d'évolution de la législation ou de la réglementation, le titulaire est tenu de mettre en œuvre toutes les modifications éventuelles et se conformer aux nouvelles règles sans délai.

Le Titulaire s'est engagé au travers son offre retenue valant engagement contractuel sur des modalités d'exécution des prestations respectant l'environnement sous différents aspects. Le Titulaire est tenu de respecter ses engagements pris et figurant au cadre de réponse technique et RSE et/ou au mémoire technique valant engagement contractuel. Tout écart observé en cours d'exécution de l'accord-cadre pourra faire l'objet de l'application des pénalités prévues à l'article 15 du présent CCP.

Enfin, dans la mesure du possible, le titulaire s'efforce de recourir à des outils de communication dématérialisés en cas d'échanges d'information avec IFPEN.

10.7. Transfert d'activité

Le titulaire s'engage à informer IFPEN sans délai, de tout transfert d'activité, (cession de branche commerciale, fusion, absorption, etc.) de nature à affecter l'exécution du présent accord-cadre, et notamment les paiements.

Dans ce cas, afin d'assurer la bonne exécution administrative de l'accord-cadre notamment le règlement des factures, et permettre la prise en compte du transfert par IFPEN après acceptation du nouveau titulaire,

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	35/ 54

le titulaire communique dans les plus brefs délais un courrier accompagné des documents suivants au pouvoir adjudicateur :

- Le procès-verbal recelant la décision de l'opération ;
- La publication de l'opération dans un journal d'annonces légales ;
- Le K-bis de la nouvelle société ;
- Un relevé d'identité bancaire (RIB) ou un relevé d'identité postale (RIP) ;
- Les déclarations DC1, DC2, du futur titulaire potentiel et les éléments prévus aux articles R. 2142-3 et 2143-6 à 2143-12 du code de la commande publique ;
- Une attestation de pouvoir pour engager la société le cas échéant.

Cette liste de pièces n'étant pas exhaustive, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité d'exiger des informations supplémentaires nécessaires à l'étude de faisabilité du transfert d'activité impactant l'accord-cadre.

En outre, tout changement de raison sociale ou de dénomination sociale, de siège social ou de domicile ou de compte à créditer doit être notifié par le titulaire à IFPEN.

La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception.

À compter de la réception par IFPEN de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification.

Si dans ce délai, IFPEN n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si IFPEN émet des observations ou pose des conditions, le Titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, IFPEN dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part d'IFPEN vaudra refus de la modification.

10.8. Demande d'informations de suivi

Pour les besoins tenant au suivi des prestations de l'accord-cadre, IFPEN est fondé à demander au titulaire, à tout moment, la communication de toute information, relative à la mise en œuvre et au suivi de l'exécution de l'accord-cadre. Le titulaire ne peut se soustraire à cette obligation.

11. PRIX

11.1. Contenu des prix

L'accord-cadre ne contient pas de prix. Le Titulaire s'est engagé sur des taux de marge qui s'appliquent sur les prestations de voyages commandées. Ces taux constituent des maximums applicables durant toute la durée de l'accord-cadre à chaque voyage commandé en fonction de son montant financier.

En phase d'exécution de l'accord-cadre, les prix des voyages scolaires commandés sont forfaitaires.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	36/ 54

Chaque voyage scolaire comportant une combinaison d'au moins deux types différents de services de voyage aux fins du même voyage, dépassant vingt-quatre heures ou incluant une nuitée est rémunéré sur la base d'un forfait touristique en euro (€) TTC au sens de la directive (UE) 2015/2302 et de l'article L.211-2 II du code du tourisme.

Le forfait touristique en euro (€) TTC est composé :

- d'un prix global en euro (€) TTC pour l'ensemble des services de voyage (transport (train, avion, bus, ferry...), transferts, hébergement, restauration, événements annexes au séjour (animations, conférences, visites de musées ...)) proposé par le Titulaire pour un voyage scolaire à réaliser. Ledit prix global en euro (€) TTC correspond à la somme de chaque prix effectif facturé au Titulaire par les prestataires (hôteliers, restaurateurs, compagnies d'autocar...) qui exécutent matériellement les services de voyage.

Et,

- d'un taux de marge commerciale appliqué sur le prix global en euro (€) TTC pour l'ensemble des services de voyage vendu. Le taux de marge doit tenir compte à minima des sujétions suivantes : toutes les prescriptions, les sujétions de toute nature et de toute origines liées à l'exécution des prestations de l'accord-cadre pour le compte d'un établissement d'enseignement supérieur ; la mise à disposition d'une plateforme dématérialisée de suivi des voyages scolaires ; la mise à disposition d'une assistance voyage accessible 24h/24 et 7j/7 par les voyageurs pendant toute la durée du voyage ; les frais de main d'œuvre, de recrutement, de formation et d'encadrement, pour réaliser les prestations ; la rédaction, les éventuelles corrections et la remise des livrables prévus dans le CCP ; les frais de réunion, de représentation en réunion ; les frais des assurances (hors assurances proposées à la vente en option) ; les taxes ; la marge bénéficiaire.

Les taux de marge maximum applicables pour rémunérer le titulaire des prestations réalisées figurent au Bordereau des Taux de marge maximum applicables (BTM) de l'accord-cadre.

Pour chaque voyage scolaire, le forfait touristique en euro (€) TTC figurant sur le Devis et le Bon de commande achat correspond à la somme totale à payer pour le voyage scolaire. Le prix du forfait est ferme, aucune modification du prix ni plus-value ne sera accepté en cours d'exécution du voyage (hors cas de services supplémentaires demandés au Titulaire par IFPEN pour l'organisation du voyage ou au cours d'un voyage).

Pour chaque voyage scolaire, le Montant total en euro (€) TTC figurant sur le Devis et le Bon de commande achat correspond à la somme totale à payer pour le voyage scolaire. Le montant total du voyage est ferme.

Chaque voyage scolaire ne comportant pas de combinaison d'au moins deux types différents de services de voyage aux fins du même voyage ou de façon générale ne disposant pas des caractéristiques requises pour être rémunéré au forfait touristique en euro (€) TTC au sens de la directive (UE) 2015/2302 et de l'article L.211-2 II du code du tourisme, est rémunéré sur la base d'un prix forfaitaire en euro (€) TTC.

Le prix forfaitaire en euro (€) TTC est composé :

- d'un prix global en euro (€) TTC pour l'ensemble du service de voyage (transport (train, avion, bus, ferry...) ou transferts ou hébergement ou restauration ou événements annexes au séjour (animations, conférences, visites de musées ...)) proposé par le Titulaire pour un voyage scolaire

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	37/ 54

à réaliser. Ledit prix global en euro (€) TTC correspond à la somme de chaque prix effectif facturé au Titulaire par les prestataires (hôteliers, restaurateurs, compagnies d'autocar...) qui exécutent matériellement les services de voyage.

Et,

- d'un taux de marge commerciale appliqué sur le prix global en euro (€) TTC pour l'ensemble des services de voyage vendu. Le taux de marge doit tenir compte à minima des sujétions suivantes : toutes les prescriptions, les sujétions de toute nature et de toute origines liées à l'exécution des prestations de l'accord-cadre pour le compte d'un établissement d'enseignement supérieur ; la mise à disposition d'une plateforme dématérialisée de suivi des voyages scolaires ; la mise à disposition d'une assistance voyage accessible 24h/24 et 7j/7 par les voyageurs pendant toute la durée du voyage ; les frais de main d'œuvre, de recrutement, de formation et d'encadrement, pour réaliser les prestations ; la rédaction, les éventuelles corrections et la remise des livrables prévus dans le CCP ; les frais de réunion, de représentation en réunion ; les frais des assurances (hors assurances proposées à la vente en option) ; les taxes ; la marge bénéficiaire.

Les taux de marge applicables pour rémunérer le titulaire des prestations réalisées figurent au Bordereau des Taux de marge maximum applicables (BTM) de l'accord-cadre.

Pour chaque voyage scolaire, le prix forfaitaire en euro (€) TTC figurant sur le Devis et le Bon de commande achat correspond à la somme totale à payer pour le voyage scolaire. Le prix forfaitaire est ferme, aucune modification du prix ni plus-value ne sera accepté en cours d'exécution du voyage (hors cas de services supplémentaires demandés au Titulaire par IFPEN pour l'organisation du voyage ou au cours d'un voyage).

Pour chaque voyage scolaire, le Montant total en euro (€) TTC figurant sur le Devis et le Bon de commande achat correspond à la somme totale à payer pour le voyage scolaire. Le montant total du voyage est ferme.

11.2. Variation des Taux de marge

Les taux de marge de l'accord-cadre sont réputés établis sur les bases des conditions économiques du mois de la date limite de remise des offres. Ce mois est appelé "Mois zéro" (Mo).

Dans un premier temps, les taux de marge de l'accord-cadre restent fermes durant toute la première année d'exécution. C'est-à-dire, durant les 12 premiers mois à compter de la date de début d'exécution de l'accord-cadre. Par la suite, ces taux de marge sont révisables annuellement à la date anniversaire de début d'exécution des prestations de l'accord-cadre par application d'une formule représentative de l'évolution du coût des prestations.

Les taux de marge de l'accord-cadre révisables sont l'ensemble des taux de marge compris au Bordereau des Taux de marge maximum applicables (BTM).

Les taux de marge sont révisables, par application de la formule suivante :

$$TM(n) = TM(o) \times [I(n)/I(o)]$$

dans laquelle :

- TM(n) est le taux de marge révisé arrondie à deux décimales

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	38/ 54

- TM(o) est le taux de marge initial réputé établi sur la base des conditions économiques du mois zéro (Mo)
- I(o) est la valeur de l'indice de révision au mois zéro (Mo)
- I(n) est la dernière valeur de l'indice de révision connu et même provisoire à la date de calcul de la révision

L'indice INSEE utilisé pour la révision des taux de marge de l'accord-cadre est le suivant :

- Indice INSEE N°010766847 « Services des agences de voyage et des voyagistes – Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes », consultable sur le site de l'INSEE.

La révision des taux de marge intervient à la demande exclusive du titulaire. Le titulaire fait parvenir 30 jours calendaires avant la date anniversaire de début d'exécution des prestations, par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception, sa demande à l'Acheteur IFPEN en charge du suivi du contrat. Toute demande de révision réceptionnée postérieurement au délai indiqué précédemment ou en dehors du canal défini précédemment peut être rejetée la date de réception du courrier ou courriel faisant foi.

Toute demande de révision des taux de marge doit être dûment justifiée. Le titulaire ne peut prétendre à une augmentation des taux de marge de l'accord-cadre pour des motifs tirés de sa politique commerciale.

Le cas échéant, la révision des taux de marge est réalisée par l'Acheteur IFPEN en charge du suivi du contrat et notifiée par courriel au titulaire (soit le référent contrat du Titulaire). L'application de la révision à la hausse ou à la baisse porte sur l'ensemble des taux de marge du Bordereau des Taux de marge maximum applicables (BTM).

Sans l'opposition de l'une des deux parties dans un délai de 15 jours, les nouveaux taux de marge sont appliqués.

En cas d'évolution des taux de marge consécutive à l'application des modalités de révision décrites supra, les taux de marge révisés acceptés par l'ensemble des Parties sont applicables sur les devis du titulaire pour toute nouvelle Demande notifiée au titulaire par IFPEN après notification au titulaire par IFPEN de la révision des taux de marge.

➤ **Clause butoir**

La variation annuelle des taux de marge du Bordereau des Taux de marge maximum applicables (BTM) résultant de la révision est plafonnée à +3%. La clause butoir empêche l'évolution des taux de marge au-delà du butoir prévu, sans que le Titulaire ne puisse s'y opposer.

A titre exceptionnel, l'Acheteur peut accorder une hausse supérieure à +3% lorsque des circonstances exceptionnelles et/ou imprévues le justifient (cf. article 12. CLAUSE DE REEXAMEN du présent CCP).

12. CLAUSE DE REEXAMEN

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	39/ 54

En application de l'article R. 2194-1 du code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de modifier le présent accord-cadre notamment en cas d'évolution technique impactant l'exécution de l'accord-cadre ou dans les conditions exposées au présent article.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen peut être initiée à l'initiative du pouvoir adjudicateur ou sur demande justifiée et suffisamment circonstanciée du Titulaire de l'accord-cadre, à l'aide d'éléments probants. La demande doit parvenir au pouvoir adjudicateur par lettre recommandée avec accusé réception ou par courriel avec accusé de réception. À compter de la réception par IFPEN de la proposition de modification, celle-ci dispose d'un délai de 5 jours ouvré, pour approuver cette proposition, refuser cette proposition ou formuler des observations ou poser des conditions pour la réalisation de cette modification. Si dans ce délai, IFPEN n'a pas fait connaître sa réponse, elle est réputée avoir refusé la modification. Si IFPEN émet des observations ou pose des conditions, le titulaire dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour tenir compte des observations ou des conditions pour transmettre une proposition modifiée. A réception de cette proposition modifiée, IFPEN dispose d'un délai convenu entre les Parties, pour accepter ou refuser la modification proposée. Le défaut de réponse de la part de IFPEN vaut refus de la modification.

La mise en œuvre de cette clause de réexamen n'interrompt en aucun cas l'exécution des prestations.

La clause de modification peut être utilisée dans les cas suivants :

1 - Modification de la clause de variation des Taux de marge du Bordereau des Taux de marge maximum applicables (BTM).

La formule de révision prévue à l'article 11.2 du CCP et ses paramètres sont modifiés dans le cas suivant :

- si leur application est rendue impossible par suite de la disparition d'un ou plusieurs indices pris en compte ou de modifications apportées à leur mode de calcul.

2 - Modification des clauses contractuelles.

Modification des clauses contractuelles par la prise en compte de l'évolution de la législation ou de la réglementation, notamment de la législation fiscale, de la législation du travail, des règles de sécurité, ou de la législation relative à la protection de l'environnement, de la réglementation générale de protection des données personnelles,

Modification des clauses contractuelles par la prise en compte de difficultés d'exécution, récurrentes ou ponctuelles, signalées par l'une des parties, et nécessitant une révision des modalités d'organisation, de coordination ou de réalisation des prestations.

3 - Modifications des représentants d'IFPEN dans le cadre de l'exécution du contrat.

Ajout ou suppression d'un représentant d'IFPEN dans le cadre de l'exécution du contrat mentionné à l'article 9.1.1 du présent CCP. Modification du libellé de la fonction d'un représentant d'IFPEN dans le cadre de l'exécution du contrat mentionné à l'article 9.1.1 du présent CCP.

4 - Modifications relatives au(x) titulaire(s).

Changement de dénomination sociale du titulaire : En cas de modification de sa dénomination sociale, le titulaire doit impérativement informer IFPEN (Direction des Finances IFPEN – Département des achats) par courrier recommandé avec accusé de réception ou par courriel avec accusé de réception. Il doit également communiquer un extrait Kbis mentionnant ce changement et toutes pièces administratives sur sa situation juridique dans les plus brefs délais.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	40/ 54

Changement de contractant en cours d'exécution du présent accord-cadre : Le titulaire doit informer IFPEN (Direction des Finances IFPEN – Département des achats) à l'adresse mentionnée en tête du présent document de tout projet de fusion ou d'absorption de l'entreprise titulaire et de tout projet de cession de l'accord-cadre dans les plus brefs délais et produire les documents et renseignements utiles qui lui seront notifiés concernant la nouvelle entreprise à qui l'accord-cadre est transféré ou cédé. En cas d'acceptation de la cession de l'accord-cadre par le pouvoir adjudicateur, elle fera l'objet d'un avenant constatant le transfert de l'accord-cadre au nouveau titulaire.

Modification du groupement en cours d'exécution du présent accord-cadre : Lorsqu'un co-traitant est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur. Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée pourra être prise en charge par un autre membre du groupement sous réserve que celui-ci en ait les capacités. Si aucun autre membre du groupement n'est en mesure de réaliser cette mission, un nouveau membre du groupement peut être proposé au pouvoir adjudicateur conformément aux dispositions de l'article R.2194-6, 1°. Si le groupement n'est pas en mesure de pallier la défaillance, les prestations concernées seront exécutées par un tiers au frais et risques du titulaire, dans les conditions définies à l'article 45 du CCAG FCS.

5 - Réexamen des conditions financières et techniques de l'accord-cadre impactées par des mesures nécessaires/réglementaires liées notamment à une crise sanitaire ou tout autre évènement.

Cette clause peut être mise en œuvre autant de fois que nécessaire, c'est-à-dire chaque fois que l'évolution plus ou moins contraignante des mesures de crise l'exige, soit à l'initiative de l'acheteur soit à celle du titulaire. La demande est notifiée à l'autre partie contractante par lettre recommandée avec accusé de réception ou par voie dématérialisée via courriel électronique assorti d'un accusé réception. A l'issue des éventuelles négociations et en cas d'acceptation par IFPEN, le titulaire est alors destinataire d'une décision unilatérale d'IFPEN fixant les nouvelles conditions économiques de l'accord-cadre, assortie le cas échéant d'une annexe financière mise à jour.

Une telle mesure est applicable en présence de circonstances particulières marquées, notamment, par des augmentations subites, imprévisibles et exceptionnelles dans son ampleur des principaux coûts constitutifs des prestations figurant au présent accord-cadre d'une nature telle que l'économie générale du contrat s'en trouve bouleversée. Le Titulaire de l'accord-cadre apporte la démonstration que l'exécution des prestations telles que prévues à l'accord-cadre entraînerait pour lui un surcoût manifestement excessif de nature à engendrer une perte d'exploitation.

Les partis décident des modalités de variation de prix/taux de marge, le titulaire est autorisé à présenter à l'acceptation d'IFPEN des tarifs réévalués selon son propre barème en veillant à produire des éléments suffisamment probants démontrant la réalité des hausses de coûts invoqués. Seuls les prix/taux de marge impactés par les circonstances sus-évoquées sont concernés par cette revalorisation.

Dans de telles circonstances, les clauses de pénalités prévues à l'accord-cadre peuvent être neutralisées, les délais d'exécution peuvent être revus.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	41/ 54

Pour ces deux dernières hypothèses, le pouvoir adjudicateur se réserve toutefois la possibilité de ne pas accepter les nouveaux prix/taux de marge et le cas échéant, si nécessaire, de procéder à la résiliation de l'accord-cadre et des bons de commande achat concernés de sa propre initiative ou à la demande du titulaire.

Les modifications apportées demeurent applicables aussi longtemps qu'elles sont jugées indispensables pour faire face aux circonstances exceptionnelles et permettre la poursuite de l'exécution du contrat.

En cas de cessation des circonstances ayant conduit à une modification du contrat, les parties s'engagent à revenir aux conditions techniques et/ou financières de l'accord-cadre antérieurement mises en œuvre. Cela étant, s'il est constaté en cours d'exécution de l'accord-cadre une baisse ou une disparition des surcoûts ayant fondé la révision exceptionnelle des prix acceptée par l'Acheteur, la personne publique est en droit d'exiger un ajustement à la baisse des prix au regard du contexte économique voire à une reprise des conditions économiques antérieurement conclues.

13. MODALITES DE REGLEMENT

13.1. Modalités de facturation

Chaque voyage scolaire réalisée fait l'objet d'une facturation spécifique.

Le Titulaire doit réaliser l'avance des frais mais peut demander à IFPEN un acompte pour engager les premières dépenses, comme décrit à l'article 13.2 du présent CCP.

Les factures sont établies en Euros (monnaie de compte et de paiement) et doivent respecter les mentions détaillées ci-après.

Les factures comportent, outre les mentions légales, les indications suivantes :

- la date d'émission de la facture et le numéro du bon de commande achat IFPEN (voir nota de l'article 5 du CCP),
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture,
- le numéro SIRET ou le numéro d'identification ou les coordonnées complètes de l'émetteur de la facture,
- l'intitulé et le numéro du présent accord-cadre,
- la date ou la période de réalisation des prestations,
- la dénomination précise des prestations,
- le Montant total en euro (€) TTC des prestations admises, le taux de marge commercial appliqué, le montant de la TVA et son taux applicable au moment des prestations,
- en cas de sous-traitance, la nature des prestations exécutées par le sous-traitant, leur montant total hors taxes, leur montant TTC ainsi que, le cas échéant, les variations de prix établies HT et TTC,
- en cas de groupement momentané d'opérateurs économiques, pour chaque opérateur économique, le montant des prestations effectuées par l'opérateur économique.

Les factures comme toutes les autres pièces associées ne doivent comporter aucunes conditions générales de vente, dans le cas contraire, celles-ci sont réputées nulles et non écrites.

Dans le cas où le Titulaire est un groupement momentané d'opérateurs économiques, les factures sont

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	42/ 54

émises par le mandataire du groupement ; les sommes dues en exécution de l'accord-cadre sont versées sur le compte unique, géré par le mandataire du groupement et dont les coordonnées figurent à l'acte d'engagement.

En vertu de l'article L2192-1 et suivants du Code de la Commande Publique, le Titulaire est soumis à l'obligation de déposer et de transmettre ses factures sous format dématérialisé sur le portail Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

IFPEN informe le Titulaire que :

- Le numéro de Siret d'IFPEN à utiliser en tant qu'identifiant sur Chorus Pro est : 775 729 155 00017,
- Le **code Service** à utiliser est : **facture _commande** (*en toute lettres et il convient d'utiliser le tiret du 8 pour le code service, entre facture et commande sans espace*)
- Le **numéro d'engagement** à utiliser est : n° de commande

Le Titulaire doit avertir sans délai IFPEN de toute modification concernant sa domiciliation bancaire et produire à cet effet toute justification utile.

Le paiement des factures s'effectue, à terme échu après complète réalisation des prestations considérées, par virement bancaire sur le numéro de compte indiqué dans l'Acte d'Engagement, à trente (30) jours - réception facture sur CHORUS, sous réserve de factures correspondantes conformes indiquant les éléments mentionnés au paragraphe précédent.

Conformément à l'article R2192-15 2°, la date de réception est la date de notification à l'Acheteur du message électronique l'informant de la mise à disposition de la facture.

En cas de retard de paiement, et sans contestation ou opposition de la part de IFPEN de la facture concernée, le Titulaire a droit à :

- des intérêts moratoires égaux au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit (8) points de pourcentage; les intérêts moratoires courent à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement de la facture considérée jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse ; les intérêts moratoires sont calculés sur le montant T.T.C.
- au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de quarante (40) euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement visés à l'alinéa ci-dessus sont payés dans un délai de quarante-cinq (45) jours suivant la mise en paiement du principal.

Si IFPEN conteste tout ou partie d'une facture, IFPEN retourne cette facture au Titulaire en donnant par écrit les raisons de son désaccord. Le Titulaire peut alors :

- soit redéposer sur Chorus Pro, la facture rectifiée à la satisfaction d'IFPEN,
- soit redéposer sur Chorus Pro, une facture correspondant à la partie non contestée, la facture pour la partie contestée étant déposée sur ledit portail, le cas échéant, après règlement du différend.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	43/ 54

Pour chaque voyage scolaire, le règlement des prestations au Titulaire sera réalisé selon l'échéancier de paiements figurant dans le bon de commande achat correspondant.

13.2. Avances et acomptes

✓ Avances

En tant qu'établissement public à caractère industriel et commercial, l'Acheteur n'est pas soumis aux dispositions de l'articles R2191-4 du code de la commande publique, il n'est pas prévu d'y recourir à titre dérogatoire.

✓ Acomptes

Le Titulaire doit réaliser l'avance des frais (hôteliers, restauration, billetterie diverse, etc.) sur les prestations qu'il réserve. Ces frais sont refacturés au réel sur la facture finale, sans marge ni majoration. La confirmation de la réservation par IFP School est matérialisée par la notification par courriel d'un bon de commande achat d'IFP Energies nouvelles au Titulaire.

Un acompte peut être demandé par le Titulaire à IFPEN pour engager les premières dépenses :

- Si le voyage a lieu plus d'un mois après la commande,
- Et/ou si le montant total en euro (€) TTC du voyage est > à 3 000 €.

L'acompte sera versé comme suit :

- 30% à la commande,
- 70% après réalisation de la prestation ou du service rendu sur présentation de la facture finale.

14. FORCE MAJEURE

Aucune des Parties ne peut être tenue pour responsable du retard, de l'inexécution ou de tout autre manquement à ses obligations prévues au présent accord-cadre, dès lors que cette défaillance résulte d'un cas de Force Majeure au sens de la réglementation en vigueur.

Toutefois, les Parties entendent préciser que ne sont pas considérés comme des cas de Force Majeure les grèves ou mouvements sociaux du personnel du Titulaire ou du personnel de ses sous-traitants.

La Partie invoquant un cas de Force Majeure doit en informer dans un délai maximum de cinq (5) jours ouvrés, dès sa survenance, l'autre Partie par tout moyen disponible et décrit les circonstances qui sont à l'origine du cas de Force Majeure.

En cas de Force Majeure, les obligations des Parties sont suspendues pendant toute la durée du cas de Force Majeure et reprennent à compter de la cessation de ce dernier.

En toute circonstance, le Titulaire fait tous ses efforts pour réduire toute interruption due à un cas de Force Majeure.

Lorsque le cas de force majeure cesse, l'accord-cadre reprend son exécution normale.

En cas de suspension de l'accord-cadre pour survenance d'un cas de force majeure, au-delà d'une durée de vingt (20) Jours ouvrés, l'Acheteur est alors autorisé à faire appel à un autre prestataire afin de répondre à son besoin. Dans ce cas, aucune indemnité n'est due par l'Acheteur au Titulaire.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	44/ 54

15. PENALITES

15.1. Principes généraux

Il est fait application de l'article 14 du CCAG-FCS à l'exception de ce qui suit :

- Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS susvisé, les pénalités décrites ci-dessous peuvent être cumulatives et sont exigibles dès le premier Euro.
- Par dérogation à l'article 14.1.2, les pénalités listées ci-dessous sont limitées à un maximum de 15% du montant des prestations réalisées sur l'année d'exécution considéré (12 mois).
- Par dérogation aux dispositions de l'article 14.1.3 du CCAG-FCS, le Titulaire n'est pas exonéré des pénalités inférieures à 1000 € calculées au présent article.

Il est expressément convenu que les pénalités prévues au présent CCP ont uniquement un caractère moratoire et s'entendent hors taxe. Le Titulaire reste donc intégralement redevable de la prestation dans les délais impartis et ne saurait se considérer comme libéré de son obligation du fait du paiement de ladite pénalité.

15.2. Tableau des Pénalités de l'accord-cadre

Motifs de pénalités	Pénalités
L'absence ou le retard dans la transmission de tout document (hors titres de transport) nécessaire à la bonne exécution de l'accord-cadre OU la remise d'un document (hors titres de transport) dans un format non conforme aux attendus prévus dans l'accord-cadre.	100 € HT par document
Retard de transmission des titres de transport	100 € HT par jour de retard à compter du lendemain de la date limite de remise des titres de transport
Non-déclaration de travailleurs détachés (non-production des documents ou transmission incomplète des documents exigibles).	100 € HT par document manquant
Non-respect des modalités d'exercice de la sous-traitance prévues au contrat et sous-traitance occulte*.	200 € HT au forfait
Cas de faits avérés de travail dissimulé par dissimulation d'activité et travail dissimulé par dissimulation d'emploi salarié.	2500 € HT pénalité forfaitaire appliquée par IFPEN indépendamment du montant des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L. 8224-2 et L. 8224-5 du Code du travail
Rupture de la continuité de service.	500 € HT par constat de rupture de la continuité de service.
Défaillance dans l'assistance aux voyageurs en cours d'exécution	300 € HT par manquement constaté

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	45/ 54

Absence du ou des représentant(s) du Titulaire aux réunions programmées (est considéré comme absent le Titulaire représenté par une personne incompétente ou insuffisamment au fait de l'accord-cadre).	100 € HT par personne et par absence
Qualité de service non conforme aux stipulations de l'accord-cadre.	200 € HT par constat de non-respect d'une stipulation de l'accord-cadre relative à la Qualité de service
Non-respect par le Titulaire d'un engagement RSE figurant dans le cadre de réponse technique et RSE et/ou au mémoire technique valant engagement contractuel.	100 € HT par constat de non-respect d'un engagement RSE

*sous-traitance occulte = l'intervention d'un opérateur économique agissant en qualité de sous-traitant sans avoir été préalablement accepté par l'Acheteur et sans l'agrément de ses conditions de paiement.

Les pénalités ne sont pas une compensation du préjudice né du défaut de respect des délais et/ou de la prestation à réaliser, mais une incitation pour le Titulaire à respecter ceux-ci. Les pénalités ont pour objectif de sanctionner un défaut de qualité de service du Titulaire. En conséquence, nonobstant les pénalités, le Titulaire demeure entièrement responsable à l'égard de l'Acheteur des conséquences du retard ou de la mauvaise réalisation lui étant imputables.

Lorsque l'acheteur envisage d'appliquer des pénalités, il invite, par écrit, le titulaire à présenter ses observations. Cette invitation précise le montant des pénalités susceptibles d'être appliquées, le ou les manquements concernés, ainsi que le délai imparti au titulaire pour présenter ses observations. A défaut de réponse du titulaire dans ce délai, ou si l'acheteur considère que les observations formulées par le titulaire ne permettent pas de démontrer que le manquement n'est pas imputable à celui-ci ou à ses sous-traitants, les pénalités s'appliquent.

L'application des pénalités est sans préjudice de la faculté de l'Acheteur de notifier la résiliation de l'accord-cadre dans les conditions prévues au présent CCP. En cas de retard ou de défaillances dans la prestation, le Titulaire encourt la résiliation de l'accord-cadre à ses torts et à ses frais dans les conditions au présent CCP. Dans cette hypothèse, l'intégralité des pénalités versées ou dues par le Titulaire reste définitivement acquise à l'Acheteur.

Les pénalités sont dues sur présentation de facture ou au choix de l'Acheteur, via l'émission de facture d'avoir.

16. SOUS-TRAITANCE

Les conditions de l'exercice de la sous-traitance directe et indirecte sont définies aux articles R 2193-1 à R 2193-22 du code de la commande publique. Conformément à l'article 12.2 du CCAG-FCS, le Titulaire ne peut sous-traiter une partie de l'exécution de l'accord-cadre sans l'autorisation préalable de IFPEN et l'agrément des conditions de paiement de chaque sous-traitant.

En cas de sous-traitance directe, le titulaire doit faire accepter le sous-traitant et faire agréer ses conditions de paiement conformément à la réglementation en vigueur et dans les conditions exposées ci-dessous.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	46/ 54

Le montant des prestations du sous-traitant doit être présenté selon une décomposition en correspondance avec celle du présent accord-cadre.

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, IFPEN notifie, après signature, au titulaire et à chaque sous-traitant concerné, l'exemplaire de l'acte spécial qui lui revient.

Conformément à l'article 3.6.2 du CCAG FCS, le titulaire de l'accord-cadre s'engage à faire connaître à IFPEN le nom de la personne physique habilitée à représenter le sous-traitant et à faire connaître le nom de la personne physique qui le représente pour l'exécution des prestations sous-traitées.

En cas de sous-traitance indirecte, les sous-traitants qui sous-traitent doivent faire accepter leur sous-traitant indirect et faire agréer leurs conditions de paiement dans les mêmes conditions que l'acceptation du sous-traitant direct.

Pour présenter un sous-traitant, direct ou indirect en cours d'exécution de l'accord-cadre le titulaire utilise le formulaire DC4 joint au Dossier de Consultation des Entreprises, dûment complété. Il doit adresser à l'appui de sa demande :

- Un DC4 par sous-traitant,
- Un DC2 entièrement complété par sous-traitant,
- Les attestations fiscales et sociales de chaque sous-traitant,
- Une attestation d'assurance couvrant la durée totale des prestations
- Une déclaration attestant que le sous-traitant n'est pas placé dans un des cas d'exclusion de la procédure de passation mentionné au chapitre Ier du titre IV du code.

Il est précisé que pour toute sous-traitance dont le montant est supérieur au seuil indiqué à l'article R2193-10 du code de la commande publique, le sous-traitant est admis au paiement direct sous réserve qu'il soit accepté et ses conditions de paiements agréées par la personne publique.

En cas de non-respect des modalités exposées au présent article et par dérogation à l'article 3.6.3 du CCAG FCS, en cas de sous-traitance occultée avérée, le titulaire encourt les pénalités définies à l'article 15 du présent CCP, après une mise en demeure restée infructueuse. L'application d'une pénalité sanctionnant le non-respect de la déclaration de sous-traitance ne prive pas IFPEN de résilier l'accord-cadre aux torts exclusifs du titulaire conformément à l'article 41 du CCAG FCS.

17. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre de l'accord-cadre.

18. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	47/ 54

Dans le cadre du présent Accord, IFPEN en sa qualité de responsable de traitement, autorise le Titulaire à traiter des données à caractère personnel (ci-après Données Personnelles ») relative aux Voyageurs, utilisateurs des Prestations aux fins de permettre au Titulaire de réserver les titres de transports, les hébergements et toutes autres prestations objets d'une Demande et de leur transmettre par e-mails les titres de transports émis par le Titulaire dans le cadre de l'exécution des Prestations.

Ces Données Personnelles sont :

- les noms et prénoms, date de naissance, nationalité des Voyageurs
- numéro de toute carte d'abonnement du Voyageur le cas échéant
- les adresses emails des Voyageurs.

Sont également comprises les Données Personnelles suivantes :

- Nom, prénom, adresse électronique IFPEN/IFPSchool, coordonnées téléphoniques des responsables IFPEN/IFPSchool en charge suivi des prestations de l'accord-cadre.

Le Titulaire, en sa qualité de sous-traitant, doit présenter les garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière que le traitement réponde aux exigences des réglementations applicables et garantisse la protection des droits de la personne concernée.

Il s'engage à ne pas sous-traiter tout ou partie de l'exécution du traitement de Données Personnelles sans l'autorisation préalable et écrite d'IFPEN.

Afin de garantir un niveau de sécurité adapté au risque que représente le traitement, le Titulaire met en œuvre des mesures techniques et organisationnelles y compris entre autres la « pseudonymisation » et le chiffrement des Données Personnelles, les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constante des systèmes et des services de traitement, les moyens permettant de rétablir la disponibilité des Données Personnelles et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident, une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

En cas de violation des Données Personnelles, le titulaire doit notifier cette violation à IFPEN dans les 24 heures après en avoir pris connaissance et lui fournir toutes les informations suffisantes lui permettant de satisfaire à ses obligations de notification de violation des Données Personnelles conformément à la réglementation applicable.

Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou vers une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'État membre auquel il est soumis, il devra informer IFPEN de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

Le titulaire s'engage à aider IFPEN à s'acquitter de ses obligations en matière de Données Personnelles.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	48/ 54

Le titulaire restitue les Données Personnelles sans délai, à la demande d'IFPEN et au plus tard à l'expiration ou à la résiliation de l'accord-cadre pour quelque cause que ce soit et détruit toutes copies existantes.

19. CONFIDENTIALITE ET DEONTOLOGIE

19.1. Confidentialité

Par dérogation à l'article 5.1 du CCAG, les dispositions des articles 5.1.1 à 5.1.4 du CCAG sont non applicables au présent accord-cadre et sont remplacées par les dispositions suivantes :

- (a) Pour les besoins du présent article le terme « Informations » désigne tout document, donnée, échantillon, code informatique, dessin, photo, plan, procédé, données expérimentales, résultats d'essai, modèle, formule, prototype, concept, savoir-faire, rapport, invention, schéma, ou en général toutes informations de nature technique, commerciale, financière, administrative, ou de quelque autre nature que ce soit, qu'elles soient écrites, électroniques ou orales, transmises par l'Acheteur au Titulaire, ou dont ce dernier aurait eu connaissance au cours de l'exécution du présent accord-cadre, notamment à l'occasion de visites sur le site de l'Acheteur et ce indépendamment du fait que de telles informations aient été clairement marquées ou identifiées comme « confidentielles ». Les résultats et/ou livrables de l'accord-cadre sont également des Informations.
- (b) Le Titulaire s'engage à appliquer et à faire appliquer à son personnel et éventuels sous-traitants, la confidentialité la plus absolue sur les Informations qui pourront lui être communiquées pour les besoins de l'accord-cadre ou dont il pourra avoir connaissance à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre ainsi que sur les résultats et livrables de la prestation propre à l'Acheteur.
- (c) Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions pour protéger les Informations en vue de la prévention et de la protection contre toute divulgation ou diffusion non autorisée, y compris le vol et l'espionnage.
- (d) Les Informations pourront être communiquées par le Titulaire aux seuls membres de son personnel et éventuels sous-traitants agréés qui auraient à en connaître pour les besoins de l'accord-cadre. Lesdites personnes seront informées de la nature confidentielle des Informations et des restrictions d'usage à cet égard. Le Titulaire s'engage à prendre toutes dispositions nécessaires, dans les limites fixées par la loi, pour faire en sorte que ces personnes soient tenues par les mêmes engagements que ceux inscrits dans l'accord-cadre, y compris, le cas échéant, au terme de leur contrat de travail ou au titre du contrat de sous-traitance. Le Titulaire se porte fort du respect du présent engagement de confidentialité par ces personnes.
- (e) Le Titulaire s'engage à ne pas communiquer ou utiliser pour lui-même et/ou pour le compte de tiers, de quelque manière que ce soit, les Informations à une autre fin que l'exécution de l'accord-cadre et s'engage à ne pas copier ou reproduire, totalement ou partiellement les Informations en dehors des besoins de l'accord-cadre sans l'accord préalable écrit de l'Acheteur. Il s'oblige à restituer à l'Acheteur ou à détruire, sur simple demande écrite de l'Acheteur, toute Information de l'Acheteur en sa possession.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	49/ 54

- (f) Ces dispositions ne s'appliquent pas aux Informations qui :
- (i) lors de leur divulgation sont déjà en possession du Titulaire s'il peut apporter la preuve d'une telle possession personnelle antérieure,
 - (ii) au moment de leur divulgation font partie du domaine public ou le deviennent ultérieurement sans participation ni faute de la part du Titulaire,
 - (iii) sont divulguées par un tiers légalement habilité à procéder à une telle divulgation sans restriction de confidentialité.
 - (iv) ont dû être communiquées par l'application d'une décision de justice ou d'un ordre émanant d'une autorité gouvernementale ou administrative. Dans ce cas, la communication des Informations doit être limitée au strict nécessaire. Le Titulaire s'engage à informer l'Acheteur dans les plus brefs délais de toute communication faite à ce titre, et le cas échéant, à mettre tout en œuvre pour respecter les instructions raisonnables de l'Acheteur concernant cette communication. Le Titulaire reste tenu par les obligations de confidentialité contenues dans l'accord-cadre concernant les Informations susvisées.
- En revanche, toute combinaison d'Informations, sera traitée comme telle et restera soumise aux termes du présent Article, même si certaines Informations prises individuellement relèvent des exceptions précédemment énumérées aux points (i) à (iii). Il en sera de même dans le cas d'Information spécifique qui, au moment de sa divulgation dans le cadre de l'accord-cadre, est comprise dans des informations générales entrant dans le cadre des exceptions.
- (g) Les Informations (ainsi que toute reproduction) communiquées par l'Acheteur au Titulaire restent, sous réserve des droits des tiers, la propriété de l'Acheteur.
- (h) En aucun cas, la divulgation des Informations dans le cadre de l'accord-cadre ne peut être interprétée comme conférant de manière expresse ou implicite au Titulaire la concession d'un droit de licence ou une promesse de concession de droit de licence par l'Acheteur, pour toute utilisation, y compris industrielle ou commerciale, de ces Informations.
- (i) Le Titulaire s'engage à ne pas déposer de titres de propriété industrielle sur des créations utilisant, intégrant ou mettant en œuvres les Informations.
- (j) Le Titulaire s'interdit toute publication ou communication relative à l'accord-cadre et ses résultats/livrables sans l'autorisation préalable écrite de l'Acheteur. Toute référence publicitaire par le Titulaire à l'Acheteur sera subordonnée à l'accord préalable écrit de l'Acheteur.
- (k) Les obligations du présent article resteront en vigueur pendant la durée de l'accord-cadre et les dix (10) ans qui suivent le terme de l'accord-cadre, quelle qu'en soit la cause. Il est toutefois entendu entre les parties qu'à l'issue de la période de confidentialité définie ci-avant, les Informations relevant du secret des affaires resteront protégées au titre de la réglementation applicable (loi n°2018-670 du 30 juillet 2018 et son décret d'application n° 2018-1126 du 11 décembre 2018) tant que lesdites Informations ne seront pas tombées dans le domaine public sans faute ou participation du Titulaire.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	50/ 54

19.2. Déontologie

Le Titulaire s'engage à lutter contre la corruption sous toutes ses formes, publique ou privée, active ou passive tant vis-à-vis de ses fournisseurs ou sous-traitants que vis-à-vis de ses donneurs d'ordre.

A ce titre, le Titulaire s'engage à respecter, d'une part, la législation française de lutte contre la corruption ainsi que les législations analogues applicables au Titulaire si tout ou partie de l'accord-cadre est réalisé à l'étranger et, d'autre part, le Code de conduite anticorruption d'IFPEN accessible sur son site.

Pour tout ce qui a trait au présent accord-cadre, le Titulaire déclare et garantit, qu'à la date de son entrée en vigueur, il n'a pas et il ne donnera ou proposera de donner, directement ou indirectement, une somme d'argent ou tout autre avantage pécuniaire ou non à qui que ce soit dans le but d'obtenir le présent accord-cadre ou d'en faciliter son exécution.

Le Titulaire s'engage, à la première demande de l'Acheteur, à ouvrir ses livres comptables ou tout autre pièce comptable ou documentation liés aux paiements faits ou reçus et aux dépenses réalisées par le Titulaire dans le cadre de la passation ou l'exécution du présent accord-cadre pendant sa durée et au moins trois (3) ans à compter de la date d'expiration ou de résiliation dudit accord-cadre à un cabinet d'expertise comptable indépendant. Ce cabinet transmet à l'Acheteur les seules informations relatives à une éventuelle infraction du Titulaire aux obligations de la présente clause.

Dans le cas où cet audit révélerait que le Titulaire a manqué aux obligations susvisées, le Titulaire s'engage à rembourser à l'Acheteur les frais dudit audit.

En cas de manquement par le Titulaire à une de ses obligations susvisées, l'Acheteur se réserve le droit de mettre fin immédiatement au présent accord-cadre sans préavis ni indemnité de toute sorte, sans préjudice de tout dommages et intérêts.

20. RESILIATION

Par dérogation aux articles 38 et 42 du CCAG-FCS il est prévu les modalités de résiliation de l'accord-cadre suivantes :

20.1 Résiliation pour événements extérieurs à l'accord-cadre

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre pour événements extérieurs à l'accord-cadre sont celles prévues à l'article 39, 39.1, 39.2 et 39.3 du CCAG-FCS.

20.2 Résiliation pour événements liés à l'accord-cadre

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre pour événements liés à l'accord-cadre sont celles prévues à l'article 40, 40.1 et 40.2 du CCAG-FCS.

20.3 Résiliation pour faute du titulaire

Les modalités de résiliation de l'accord-cadre pour événements liés à l'accord-cadre sont celles prévues à l'article 41 du CCAG-FCS.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	51/ 54

20.4 Résiliation pour motif d'intérêt général

IFPEN peut mettre fin unilatéralement à l'exécution du marché public pour motif d'intérêt général. **Cette décision n'ouvre droit à aucune indemnisation dès lors que le contrat n'est encadré par aucun montant minimum en valeur ou en quantité.**

20.5 Résiliation pour manquement

En cas de manquement par l'une des Parties aux obligations du présent Accord-cadre ou de l'une de ses Commandes objet des Prestations et notamment en cas de non-respect du délai de transmission des Devis non régularisé dans un délai de quinze (15) jours à compter de la réception d'une lettre recommandée avec accusé de réception ou d'un courriel avec accusé de réception notifiant ledit manquement, adressée par l'autre Partie, cette dernière peut résilier de plein droit sans formalité préalable et sans indemnité à sa charge le présent Accord-cadre et/ou le cas échéant le/les Commandes passés en application de ce dernier par simple lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel avec accusé de réception signifiant ladite résiliation, celle-ci prenant alors effet à expiration du délai de mise en demeure restée sans effet. Cette résiliation s'opère sans préjudice des dommages et intérêts auxquels la partie lésée par le manquement à l'origine de la résiliation peut par ailleurs prétendre du fait du préjudice subi.

Nonobstant ce qui précède, IFPEN peut dans les cas listés ci-dessous, compte tenu de leur particulière gravité ou des risques qu'ils engendrent pour IFPEN, prononcer la résiliation de plein droit de l'Accord-cadre et des Commandes en cours :

- non-transmission des titres de transport aux Voyageurs dans les délais prévus à la Commande ;
- non-respect de la politique voyage d'IFPEN ;
- non-respect des obligations relatives aux Données Personnelles ;
- inobservation des dispositions relatives à la lutte contre la corruption ;
- inobservation grave des règles de sécurité et de protection de la main d'œuvre ;
- violation de la réglementation relative à la situation régulière du personnel du Titulaire et de ses éventuels sous-traitants ;
- sous-traitance ou cession d'une partie ou de la totalité de l'Accord-cadre sans autorisation et agrément préalables d'IFPEN ;
- défaut d'assurances.

Dans ces cas, la résiliation peut être prononcée par IFPEN sans préavis, de plein droit et sans recours aux tribunaux en adressant une notification au Titulaire par lettre recommandée avec accusé de réception ou courriel avec accusé de réception. La résiliation est effective au jour de la réception par le Titulaire de la notification d'IFPEN ou de sa première présentation au Titulaire par les services postaux, sauf autre date mentionnée dans ladite lettre. Cette résiliation s'opère sans préjudice des dommages et intérêts auxquels IFPEN pourrait par ailleurs prétendre du fait du préjudice subi.

La résiliation d'une Commande n'entraîne pas la résiliation automatique de l'Accord-cadre, sauf si la lettre de résiliation de ladite Commande précise qu'elle s'étend également à l'Accord-Cadre.

La résiliation de l'Accord-cadre n'emporte pas automatiquement la résiliation des Commandes en cours d'exécution, sauf si la lettre de résiliation de l'Accord Cadre précise qu'elle s'étend également aux Commandes.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	52/ 54

Sans précision, les Parties conviennent que les Commandes en cours d'exécution à la date de résiliation de l'Accord-cadre restent régies par les dispositions de l'Accord-cadre et celles des Commandes en cours, jusqu'à leur terme.

Quelles que soient les circonstances de la résiliation du présent Accord-cadre, les dispositions qui par leur nature se poursuivent après la résiliation du présent Accord restent en vigueur.

En cas de résiliation anticipée du présent Accord Cadre et/ou d'une ou de Commandes passées en application de ce dernier, IFPEN émet un décompte de résiliation qui identifie les sommes au débit et au crédit. IFPEN s'engage à payer au Titulaire le montant des Prestations effectivement réalisées au prorata de leur avancement au jour de la résiliation et n'est redevable d'aucune indemnité à l'égard du Titulaire du fait de cette résiliation si le manquement à l'origine de la résiliation émane du Titulaire.

Quel que soit le motif de la résiliation anticipée, le Titulaire s'engage à :

- émettre les billets électroniques relatifs aux Prestations ayant fait l'objet d'une Commande non résiliée par IFPEN, à la date d'effet de la résiliation de l'accord-cadre.
- restituer les documents de quelque nature qu'ils soient, qui lui ont été remis pour l'exécution des Prestations.

21. EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

L'Acheteur peut pourvoir à l'exécution de la prestation aux frais et risques du Titulaire soit en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir d'aucun retard soit, en cas de résiliation fautive de l'accord-cadre prononcée aux torts du Titulaire (voir article 20 du CCP). La décision de résiliation mentionne expressément cette exécution aux frais et risques.

Dans le cas d'une résiliation de l'accord-cadre aux torts du Titulaire, celui-ci n'est pas admis à prendre part, ni directement ni indirectement à l'exécution des prestations réalisées à ses frais et risques. Il doit cependant fournir toutes informations recueillies et moyens mis en œuvre dans le cadre de l'exécution de l'accord-cadre initial et qui seraient nécessaires à l'exécution dudit accord-cadre par le tiers désigné par le pouvoir adjudicateur.

22. REVERSIBILITE

NEANT.

23. PUBLICITE ET REFERENCES

Le Titulaire doit solliciter une autorisation écrite pour tout usage du nom de l'Acheteur à titre de référence dans sa documentation commerciale et/ou sur tout moyen de communication électronique.

Tout projet d'article, publicité ou communication portant sur les prestations exécutées pour le compte de l'Acheteur est strictement interdit.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	53/ 54

24. POUVOIR DE SIGNATURE

Chacune des Parties au présent accord-cadre assure et garantit qu'elle a tout pouvoir pour conclure et signer l'Acte d'engagement.

25. LANGUES

Le présent accord-cadre est rédigé en langue française. En cas de documents rédigés dans une autre langue et en cas de conflit entre les Parties, seul l'accord-cadre et les documents contractuels rédigés en langue française sont considérés comme valables sur le plan juridique.

26. NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent accord-cadre sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations gardent toute leur force et leur portée.

Dans ce cas les Parties conviennent de chercher une solution permettant de respecter au mieux l'esprit du présent accord-cadre.

27. TITRES

En cas de difficulté d'interprétation entre l'un quelconque des titres figurant en tête des clauses et l'une quelconque des clauses, les titres seront déclarés inexistants.

28. LOI APPLICABLE ET ATTRIBUTION DE COMPETENCE

Préalablement à tout recours contentieux, l'Acheteur et le Titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel portant sur la validité de l'accord-cadre, sur l'interprétation des stipulations ou sur l'exécution de celui-ci, et ce conformément à l'article R2197-1 du Code de la commande publique.

Le présent accord-cadre est soumis à la loi française. En cas de litige compétence expresse est attribuée au Tribunal compétant du ressort de Rueil-Malmaison (92) nonobstant une pluralité de défendeurs ou appel en garantie.

Les Parties élisent domicile au lieu de leur siège social. Si le Titulaire est étranger, en cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

Le présent accord-cadre exprime l'intégralité des obligations des Parties.

Aucune indication, aucun document ne peut engendrer des obligations au titre des présentes, s'ils ne sont l'objet d'un avenant signé par les deux Parties.

Le fait pour l'une des Parties de ne pas se prévaloir d'un manquement par l'autre des Parties à une quelconque des obligations visées dans les présentes, ne saurait être interprété pour l'avenir comme renonciation à l'obligation en cause.

Diffusion	Étude	Référence	Date version	Page
3 - Confidentiel	KBB21 - Moyens communs	CCP_ 458666-26- SGX-RUE_Lot 1	30/01/2026	54/ 54

29. LISTE RECAPITULATIVE DES DEROGATIONS AU CCAG-FCS

Nature de la dérogation	Articles CCP	Articles CCAG-FCS
Ordre de priorité des pièces contractuelles	3.1	4.1
Sous-traitance	18	3.6.3
Clause de réexamen	14	25 et 23
Pénalités	17	14
Confidentialité	21	5.1
Résiliation	38 et 42	20 et 20.4